

RÉSISTER ET ADAPTER SES PRATIQUES À LA CONDITION PRÉCAIRE

**A propos de la précarité de femmes de plus de 45 ans
en milieu rural**

Cécile GEORIS

Décembre 2009

Série Milieu rural



Un projet réalisé avec le soutien
de la Fondation Roi Baudouin et de la Loterie Nationale

Déjà parus aux éditions ACRF

WARRANT F., *La mobilité des personnes en milieu rural*, ACRF, série Milieu rural, 2005, 153 pages, D/2005/10.424/1

Collectif ACRF avec la collaboration de HENNEQUIN P., *Dieu à l'épreuve des images*, ACRF, série Recherche de sens, 2ème édition revue et augmentée, 2005, 72 pages, D/2005/10.424/2

ANSAY F. et WARRANT F., *Se loger en milieu rural, un défi*, ACRF, série Milieu rural, 2006, 104 pages, D/2006/10.424/1

ANSAY F., *Le milieu rural, un espace à habiter*, ACRF, série Milieu rural, 2006, 104 pages, D/2006/10.424/2

JAMAR A. et LAURENT B., *100 ans d'ACRF. Genèse et transformation d'un mouvement social*, ACRF, série Milieu rural, 2007, 69 pages, D/2007/10.424/1

BODSON F., *Des Commerces et des services à proximité en milieu rural*, ACRF, série Milieu rural, 2007, 68 pages, D/2007/10.424/2

COLLECTIF ACRF, *L'ACRF a 100 ans. Des femmes racontent...*, recueil de témoignages, ACRF, 2008, 72 pages.

JAMAR A., *Des femmes en mouvement. Portraits d'actrices*, ACRF, série Milieu rural, 2008, 69 pages, D/2008/10.424/1

HENNEQUIN P. avec la collaboration de LAURENT B., *Croyances religieuses ? Dérives sectaires ? Apprendre à discerner*, ACRF, série Recherche de sens, 2008, 42 pages, D/2008/10.424/2

GEORIS C., *La précarisation des femmes en milieu rural. Approche quantitative*, ACRF, série Milieu rural, 2009, 60 pages, D/2009/10.424/1

© ACRF

Dépôt légal D/2009/10.424/2

Action Chrétienne Rurale des Femmes asbl

Rue Jaumain, 15

B- 5330 ASSESSE

contact@acrf.be

www.acrf.be

Décembre 2009

Graphisme couverture et impression : Imprimerie Daxhelet – Avin
Illustration : Cécile De Munter

Table des matières

AVANT-PROPOS	4
REMERCIEMENTS	4
INTRODUCTION	4
- PERSPECTIVES	4
- LA POPULATION OBSERVEE	5
- LE GUIDE D'ENTRETIEN	6
- TRAITEMENT DE L'INFORMATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....	6
1. REVENU ET EMPLOI – SALAIRE OU ALLOCATION	7
1.1. LE REVENU AU FEMININ : TEMPS DE TRAVAIL ET PRECARITE	7
1.2. VIVRE AVEC L' ALLOCATION DU REVENU D'INTEGRATION.....	8
1.3. SE POSITIONNER SUR LE MARCHÉ DE L' EMPLOI	9
1.4. AVOIR UN EMPLOI	11
1.5. SYNTHÈSE	12
2. LE LOGEMENT : PROPRIETE OU LOCATION	13
2.1. ETRE PROPRIETAIRE OU ACQUERIR UN LOGEMENT	13
2.2. ETRE LOCATAIRE: DIMINUTION DU REVENU ET PEUR DE L' AVENIR.....	13
2.3. LOGEMENT SOCIAL, LOGEMENT PRIVE	15
2.4. SYNTHÈSE	16
3. LE QUOTIDIEN : ADAPTATION DES PRATIQUES A LA CONDITION PRECAIRE	17
3.1. LE CHAUFFAGE	17
3.2. L'ALIMENTATION.....	19
3.3. LA MOBILITE	23
3.4. LES NOUVELLES TECHNOLOGIES	26
3.5. SOUCI ET IMAGE DE SOI	29
3.6. SE CULTIVER ET SE DETENDRE.....	33
4. CONCLUSION GENERALE	36
4.1. DISPOSITIFS ET EFFETS EN CASCADE	36
4.2. FORMES DE RESISTANCE ET SURVIE	37
BIBLIOGRAPHIE	38

Avant-propos

La prise en compte des conditions de vie des femmes vivant en milieu rural et de leurs besoins pour trouver ensemble des solutions dans un souci de justice et de solidarité est une démarche essentielle et constitutive de l'ACRF¹. Nous appuyant sur notre méthode « Voir, juger-analyser, agir, évaluer » et stimulées par des engagements au sein de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), nous avons voulu en savoir plus sur les pauvretés vécues par les femmes en milieu rural. Après une approche quantitative², cette étude se propose de mettre à jour, au moins partiellement, la complexité des situations de précarité de femmes de plus de 45 ans qui vivent dans le milieu rural. Elle donne la parole à une vingtaine d'entre elles, disposant d'un revenu "faible" voire "très faible". Les femmes qui ont accepté de répondre à l'enquête l'ont fait, selon nous, avec beaucoup de sincérité, de clairvoyance et de lucidité. Elles espèrent toutes que leurs paroles serviront à construire un monde plus égalitaire, plus juste et plus humain, où les mots "ouverture" et "solidarité" guideront davantage les pas de chacun et chacune.

Remerciements

Je tiens à remercier Monsieur Emile Servais qui m'a fourni une aide précieuse tout au long de ce travail ainsi que chaque personne qui s'est investie dans cette recherche: les membres de l'association qui m'ont encouragés tout au long du processus, les animatrices qui m'ont mises en contact avec des femmes vivant en situation précaire, mais aussi et surtout toutes les femmes qui ont accepté de parler et d'offrir leur témoignage.

Au nom de l'ACRF, je tiens aussi à remercier la Fondation Roi Baudouin pour l'intérêt et le soutien qu'elle nous manifeste dans l'entièreté de notre démarche.

Introduction

De grands changements affectent la société tout entière et le monde rural n'est pas épargné. La crise de l'emploi et la crise du logement en sont les données les plus visibles. Dans ce contexte et comme nous l'a montré notre première étude, les femmes sont davantage concernées par le risque de pauvreté que les hommes. Ainsi,

- le taux moyen de demande d'emploi des femmes qui vivent dans le milieu rural ne cesse d'augmenter et en 2006 atteignait les 30% dans certaines communes rurales³,
- le nombre de famille monoparentales suit la même courbe ascendante, concernant jusqu'à 14%⁴ des femmes vivant en zones rurales.

- Perspectives

Nous souhaitons ici aller au-delà du quantitatif et, derrière les chiffres, mettre à jour au moins

¹ L'Action Chrétienne Rurale des Femmes (ACRF asbl) est un mouvement d'éducation permanente reconnu par la Communauté française Wallonie-Bruxelles. Pour en savoir plus : www.acrf.be.

² Georis C., *La précarisation des femmes en milieu rural*, approche quantitative, ACRF, septembre 2009, téléchargeable via notre site.

³ Hastière (29%), Viroinval (29,7%), Couvin (27,4%)

⁴ Lens (14,5%, Sivry-Rance (13,2%), Dinant (13%), Héron (12%)

partiellement la complexité des situations de précarité⁵ de femmes du milieu rural. Nous le ferons comme le suggère l'étude précédente pré-rappelée en donnant la parole à une vingtaine d'entre elles, Belges ou étrangères, majoritairement locataires disposant d'un revenu "faible" voire "très faible" - revenu d'intégration, salaire minimum garanti ou petite pension- et vivant seule ou en couple. De plus, plutôt que de se focaliser sur une population à risque et s'intéresser à des formes particulières de résistance, nous souhaitons pouvoir en inventorier la diversité. Il s'agit en fait de s'intéresser à un maximum de ressources et moyens mobilisés pour malgré tout « s'en sortir ».

Les femmes rencontrées se situent à différents moments du processus de précarisation: certaines sont directement touchées par la pauvreté et parlent même de misère, d'autres avancent lentement vers cet extrême, d'autres se trouvent dans une situation précaire qui les maintient à la limite de la pauvreté. Toutefois, quelle que soit le moment de la trajectoire, il affecte en profondeur leur quotidienneté. Toutes, elles sont engagées dans des processus et vivent des situations qui les obligent à repenser leurs manières de voir et d'agir. Il n'est pas nécessaire de les situer sur une échelle de pauvreté ou de précarité pour être amené à se poser légitimement la question de savoir comment elles s'adaptent à des nouvelles contraintes, comment elle résistent à la déconstruction des dispositifs⁶ sur lesquels elles se reposaient antérieurement pour en construire de nouveaux qui leur permettront de tenir. Quel est, à cet effet, le sens nouveau à construire à partir de leur situation ?

- La population observée

L'observation a été recueillie en constituant deux panels de femmes de la province du Luxembourg, qui font partie de l'ACRF et qui sont particulièrement concernées par le problème de la précarité: les femmes du groupe "les Détourn'elles" et des femmes du groupe "Libr'ensemble".

Le groupe des Détourn'elles comprend six femmes confrontées à une existence précaire. Elles participent chaque semaine à une activité de récupération et de recyclage de tissus et de vêtements. Elles réfléchissent ensemble aux difficultés et aux moyens qu'elles peuvent mettre en place pour vivre autrement. Le deuxième groupe "Libr'ensemble" est constitué de quatre femmes immigrées, vivant sur le territoire depuis plus de deux ans.

De plus, nous avons rencontré à leur domicile dix femmes âgées de 45 à 70 ans (sept des provinces de Namur et du Luxembourg et trois du Brabant wallon) dont aucun facteur prédictif n'aurait permis d'imaginer qu'elles connaîtraient un jour la pauvreté ou la précarité. Trois d'entre elles sont pensionnées. L'une d'elles est originaire du milieu rural, les deux autres sont d'origine citadines⁷. La plupart des femmes vivent seules mais ont souvent vécu en couple par le passé (divorces ou décès du conjoint). Trois d'entre elles vivent en couple mais

⁵ Nous proposons, en nous inspirant de Robert Castel (La montée des incertitudes, Seuil, 2009), de définir la précarité comme un « double résultat du processus de déstructuration de structures et d'infléchissement d'une trajectoire". Elle est associée à la modernité comme moment de déstructuration de la société salariale. Elle est de plus infléchissement d'une trajectoire au sens ou la déstructuration évoquée conduit à reconstituer des dispositifs qui sous- tiendront un rapport à soi et aux autres estimable, un rapport au temps et à l'espace et plus largement la vision du monde sur laquelle s'appuyer pour vivre et orienter l'agir.

⁶ Par dispositif nous entendons, comme le propose Giorgio Agamben, « tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions, et les discours des êtres vivants. » in *Qu'est-ce qu'un dispositif*, Rivages Poche, 2007.

⁷ L'origine plus urbaine de certaines femmes rencontrées est particulièrement intéressante pour observer en quoi la proximité-distance du milieu rural traditionnel est elle-même un dispositif qui influe sur les gestes, les opinions et les conduites.

n'ont pas (ou plus) d'enfants à charge. Huit des femmes interrogées dépendent d'allocations sociales: chômage, revenu d'intégration ou allocation de mutuelle.

L'étude précédente, ayant souligné que l'évolution des conditions et du rapport au travail pouvait mener nombre de femmes au seuil de la pauvreté, on a interrogé huit femmes au travail: l'une dispose d'un emploi à temps partiel, les autres de mesures de remise au travail (article 60) ou disposent du montant du salaire minimum garanti.

- Le guide d'entretien

Un schéma de base constitué de dix questions ouvertes a servi aux différents interviews. Après une présentation (âge, situation, montant du revenu), nous abordions sept thèmes liés à la vie courante: le logement, la mobilité, la communication, l'alimentation, les vêtements, la santé et les loisirs. Chaque thème était constitué de sous - questions qui pouvaient être développées selon les intérêts de chacune. La neuvième question devait révéler la profondeur du sentiment d'exclusion: "Que trouvez-vous le plus difficile quand il faut vivre avec des petits moyens dans la société actuelle?". Nous terminions par une question plus générale: "Si je dis femme - milieu rural - pauvreté, qu'avez-vous envie de dire?". En permettant d'exprimer représentations, difficultés et pratiques liées à la pauvreté, nous souhaitions comprendre les modes d'action (ou de non-action) relatifs à l'environnement spécifique au milieu rural.

- Traitement de l'information et analyse des résultats

Nous avons regroupé sous chacun des thèmes de l'entretien la diversité des expressions s'y rapportant. Ce regroupement a été ensuite considéré comme induisant une synthèse des observations élaborée en fonction de la perspective adoptée et des questions de recherches: existence, déconstruction et reconstruction de dispositifs du quotidien de résistance à la précarisation ou à la paupérisation. Ces différentes synthèses ont *in fine* été reprises pour constituer une observation partielle des liens entre ruralité, précarité et pauvreté d'une part, et réélaboration des dispositifs qui sous-tendent l'action de résistance et l'affirmation d'une dignité, d'autre part. Afin de garantir l'anonymat de chacune, nous avons numéroté les entretiens. L'hypothèse faite au départ de ce travail d'observation et du compte-rendu de ses résultats met en avant que le dispositif que constitue le revenu, l'évolution qu'il connaît et la trajectoire des personnes qu'il infléchit est à l'origine d'effets en cascade sur d'autres dispositifs de la quotidienneté qu'il contraint d'adapter, aménager, réélaborer voir abandonner. En d'autres mots, le montant et l'évolution du montant du revenu nécessitent des arrangements dans la quotidienneté c'est-à-dire de nouvelles constructions sociales du rapport à soi, aux autres et au monde. Cette hypothèse, mise à l'épreuve de l'observation est, dans la conclusion générale, reformulée en fonction des informations obtenues.

1. Revenu et emploi – salaire ou allocation

1.1. Le revenu au féminin : temps de travail et précarité

Les femmes rencontrées se considèrent généralement plus concernées que les hommes par la pauvreté parce que, quand elles ont travaillé, elles ne l'ont souvent pas fait toute leur vie. Elles ont toutes une rentrée financière unique et insuffisante. Celles qui vivent en couple dépendent généralement de la situation de leur époux qui est sans emploi ou dispose d'un petit salaire. Les autres dépendent d'une pension de veuve, d'allocation de chômage, d'une allocation de mutuelle ou du revenu d'intégration mais quelle que soit leur situation, chacune signale tenter désespérément d'entrer sur le marché de l'emploi.

" C'est très, très difficile de trouver un emploi. Je voudrais à tout prix sortir du CPAS. C'est difficile de sortir d'une société où tu te sens assistée, tu te sens diminuée, handicapée alors que tu as un cerveau, tu as des bras".(P, L, 3.3., l.190)

" On m'a un jour dit, alors que j'avais 40 ans et que je demandais un emploi temps plein: "A votre âge"? Je n'ai plus jamais trouvé d'emploi temps plein". (P, B, 2.3., l.151)

" Quand nous sommes arrivés dans ce village, je suis allée demander s'ils ne voulaient pas m'engager. J'avais 35 ans et ils m'ont dit que j'étais trop vieille". (P, N, 1.3., l.14)

" Mon mari est au chômage et moi je ne reçois aucun revenu. Nous sommes VIPO, tiers payants. Nous devons vivre avec le montant du chômage depuis 10 ans". (P, N, 1.6., l.28)

Les parcours professionnels sont très diversifiés et surtout incomplets. Il leur est impossible de se constituer un patrimoine personnel et la garantie d'une protection sociale à partir d'une carrière ascendante.

" J'ai arrêté de travailler parce que "Les maris gagnaient bien leur vie". C'était comme ça à l'époque. Le mari avait son travail et la femme s'occupait du ménage et des enfants, même si j'avais un diplôme d'enseignante". (V, L, 2.2., l. 18)

" Lorsque j'ai eu mon 3^{ème} enfant, le chef du personnel m'a donné mon préavis juste avant que je ne donne le certificat médical prouvant que j'étais enceinte de 6 mois. Comme j'étais en préavis, mon mari a reçu une augmentation avec effets rétroactifs. J'étais furieuse! Ils ont retiré d'un côté et donné d'un autre côté à mon mari". (V, B, 2.3., l.38)⁸

⁸ "La pension préserve mieux de la pauvreté les hommes que les femmes en raison du lien existant entre pension et marché du travail. Les pensions sont en grande partie basées sur l'évolution de la carrière et reflètent le désavantage des femmes sur le marché du travail. Les femmes participent moins au marché du travail parce qu'elles prennent en charge le ménage, les enfants et/ou les parents. Elles ont des emplois moins bien rémunérés et plus souvent une carrière incomplète, à temps partiels ou ont travaillé sous statuts peu clairs. Ce n'est pas le cas partout en Europe. Par exemple, le caractère universel du système de lois générales relatives à l'assurance vieillesse aux Pays-Bas prévoit que tous les habitants reçoivent une pension légale forfaitaire à partir de l'âge de 65 ans. On rompt ici le lien avec une répartition antérieure au marché du travail et aucune distinction n'est faite entre les hommes et les femmes ou les travailleurs et non-travailleurs." Extrait: Observatoire de la Santé et du Social Bruxelles-Capitale, Pauvreté et vieillissement, Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté, Commission communautaire commune, 2008, p.7.

Pour toutes les femmes, la perte d'un emploi représente beaucoup plus qu'une rentrée financière diminuée, il s'agit de repenser totalement son mode de vie.

" Ca aussi, il faut dire: vous avez eu un salaire et à un moment donné, vous tombez dans l'échelle sociale. Vous devez changer". (P, B, 2.3.,l.252)

" Une fois qu'on perd son travail, tout bascule, on n'a plus droit à ce qu'on a toujours eu...des petites choses: avoir le droit de rester dans une maison plutôt qu'un appartement, c'est perdu...et beaucoup d'autres choses".(P, L, 1.5.36)

1.2. Vivre avec l'allocation du Revenu d'Intégration

La difficile expérience de l'assistance publique

Les femmes qui font une démarche auprès du Centre d'Action Sociale de leur commune expliquent la difficulté de se positionner comme demandeuses tout en maintenant une bonne estime de soi. Elles posent, dans certains cas, la question de l'accueil de l'institution et de l'aide qu'on peut y obtenir. Une femme dit clairement son désappointement face à la réaction d'une assistante sociale lorsqu'elle lui annonce qu'elle a trouvé un emploi.

" Quand je me suis rendue dans le bureau du CPAS pour demander de l'aide, parce que je n'avais rien du tout et que je n'avais même pas de toit, ils ont dit: « Madame, ce n'est pas notre problème, même si vous dormiez sous le pont, ce n'est pas notre problème ". (P, L, 3.3., l. 82)

" Parfois j'ai encore moins que 700 euros, je reçois 690 euros mais à ce moment-là, je sais que je peux aller au CPAS pour compléter mais ce n'est pas évident. Au CPAS, il y a une personne avec qui cela s'est très mal passé et du coup, je suis complètement refroidie et je n'y vais plus ". (P,B, 1.4., l.34)

" On m'avait dit: "Qu'est-ce que vous voulez de plus"? J'ai répondu: "Dites-moi ce qu'on peut demander, je ne sais pas"! Et j'avais demandé une aide pour le logement, pour arranger le problème d'humidité. On me l'a refusée parce que j'avais déjà une aide pour les médicaments". (P, L, 1.1., l. 266)

" Je suis restée au CPAS pendant 3 mois puis j'ai été très heureuse de trouver du travail dans l'Horeca. Quand je l'ai dit à l'assistante sociale, elle m'a répondu: "Madame, vous auriez dû rester au CPAS, vous auriez été mieux". J'ai répondu: "Pourquoi vous me dites ça"? Elle a dit: "Il y a tant de personnes qui vivent sur le compte de la société, pourquoi pas vous"? Voilà ce qu'on m'a dit. Au CPAS, j'avais pas grand chose, et il est vrai qu'après, j'ai eu droit au chômage ". (P, L, 1.8.,l.28)

L'expérience du regard stigmatisant des autres

Les femmes disent souvent la difficulté qu'il y a à subir le regard stigmatisant posé sur les allocataires d'un Revenu d'Intégration ou d'une allocation de chômage. Le sentiment d'incompréhension s'associe très vite à un sentiment d'impuissance.

" C'est difficile de vivre dans une société où les regards sont toujours négatifs lorsque tu dis que tu es au CPAS ou au chômage ". (P, L, 3.3., l. 79)

" Je me sens très, très gênée quand les gens me demandent " Qu'est-ce que vous faites comme travail"? Et je réponds : "Je suis au CPAS". Ce n'est pas que je suis trop fière mais ça ne me convient pas du tout! Il faut que je travaille pour gagner ma vie ". (P, L, 3.3., l.154)

" C'est de l'incompréhension et de l'impuissance parce que tu ne peux pas expliquer à tout le monde qu'un jour, tu peux arriver à être dans cette situation. Les gens croient que tu es à charge du CPAS, que tu ne paies pas le loyer parce que tu es dans une maison sociale, que tout est gratuit, que tu es fainéante. C'est une manière de nous regarder et tu voudrais t'expliquer mais tu n'arrives pas à expliquer alors tu laisses tomber et tu laisses faire les autres ". (P, L, 4.1., l. 146)

Se sentir exclu du monde du travail peut donner l'impression de vivre hors de la société.

" Par exemple il m'est arrivé qu'une camionnette me talonne et klaxonne parce qu'ils n'ont pas le temps. On me dit: "Moi, je travaille"! Quelle agressivité! "Moi, je travaille"! Quand on ne travaille pas, on n'est pas dans le même timing que les autres. Quelqu'un qui ne travaille pas n'est pas en phase avec la vie en société. Il faut trouver un juste milieu. On n'a pas le même timing que les autres ". (P, B, 1.4., l. 246)

1.3. Se positionner sur le marché de l'emploi

Se tourner vers les formations

Toutes les femmes rencontrées souhaitent disposer d'un revenu décent mais, pour cela, il faut trouver un emploi dans la région. Les formations peuvent parfois mener à l'emploi.

" Mon but à moi, c'est de travailler, c'est une obsession ". (P, B, 1.4., l. 261)

" Je voudrais retrouver du travail mais j'ai 57 ans. Je me suis inscrite à une formation qui commencera au mois de mars. Mais il me faut une formation gratuite parce que je n'ai pas d'argent, je suis au chômage. Pour le moment, j'ai trouvé un petit temps partiel ". (P, L, 1.5., l.57)

" J'avais suivi une formation d'auxiliaire et un jour, une assistante sociale m'a demandée si j'aimerais travailler dans une école parce qu'ils cherchaient un article 60. J'y suis allée et j'ai eu finalement un CDI ". (P, L, 3.2., l.85)

La difficile expérience des complexités administratives

Plusieurs femmes expliquent que, dans leur parcours, elles sont confrontées à la difficulté de comprendre les subtilités administratives (complexification des procédures) et à faire valoir leurs droits à cause du manque d'information ou de la complexification des réglementations.

" C'est difficile de prendre les bons renseignements pour savoir à quoi on a droit. Il faut se battre, on ne sait pas où il faut téléphoner, quels formulaires il faut remplir, où les trouver. Quand j'ai posé des questions dans les différents organismes, on ne m'a pas répondu de manière très claire. En gros, j'ai droit à une petite réduction sur le téléphone, une petite réduction sur les transports en commun et, concernant Electrabel, je n'ai pas droit à une réduction parce que je ne suis pas reprise comme personne handicapée. Je n'ai pas droit à une réduction pour l'abonnement à la télédistribution parce que je n'émerge pas au CPAS mais on m'a dit que j'avais droit à une réduction sur le précompte immobilier. J'ai contacté mon propriétaire mais il ne veut rien savoir." (P, B, 1.4., l. 302)

" C'est pénible de s'occuper de tous ces papiers, la mutuelle, les factures, il manque ceci, il manque cela... Je ne comprends pas grand-chose et ça m'angoisse ". (P, B, 1.2., l.107)

" Je suis quelqu'un qui ne remplit pas bien ses papiers et j'ai perdu des droits ". (P, L, 2.2., l.18)

" J'aurais pu jouir du complément de pension à partir de 65 ans mais je ne le savais pas. Je m'étais présentée aux CPAS de ... et ... mais on ne m'a pas bien renseignée. J'avais téléphoné à la Tour des pensions à Bruxelles et on m'avait dit que je n'avais droit qu'à ça. Ma pension s'élevait à l'époque à 560 euros par mois, ce qui est peu. C'est une amie juriste qui m'a dit : "Ce n'est pas possible, tu ne peux pas vivre avec cette toute petite pension"! Elle m'a aidée pour obtenir le supplément de pension". (P,N, 2.2., l.25)

" J'étais inscrite dans une société d'intérimaires. C'est un parcours du combattant. Il fallait se réinscrire chaque fois à l'ONEM. Mais comme j'oubliais, je me faisais chaque fois avoir. C'étaient des démarches administratives en plus et je passais parfois une journée là-bas ". (P, B, 2.3., L 103)

L'alternative du travail au noir

Les femmes signalent que, pour gagner quelques euros de plus, elles accepteraient de travailler au noir tout en sachant bien que cette pratique ne leur garantit aucune sécurité. Si les emplois non déclarés permettent de vivre correctement, lorsqu'ils s'arrêtent, les difficultés de vie liées au manque de moyens se font à nouveau sentir.

" J'ai 63 ans mais je n'ai que 24 ans de carrière professionnelle dont la moitié en noir ". (P, N, 1.3., l.9)

" Les employeurs ont des primes pour engager des personnes qui sont chômeurs, donc tous les plans activa et autres, je n'ai jamais pu les prendre puisque je n'avais pas droit au chômage. C'est comme ça que j'ai commencé à travailler en noir dans des fermes, chez des particuliers, j'ai fait garde-malade, j'ai fait toutes sortes de choses, toutes sortes de métiers ". (P, N, 1.3., l.25)

" J'ai travaillé sept ans chez un particulier et puis j'ai fait beaucoup de ménages en noir, comme cela se faisait beaucoup dans les villages ". (P,L, 1.1., l. 20)

" Ils ne m'ont déclarée qu'à mi-temps et le reste du temps, c'était en noir. Ils ont dit: "On va payer trop de lois sociales". Pendant quatre ans, j'ai été payée de la même façon. J'ai dit: "Je ne suis jamais augmentée"? J'étais augmentée sur le salaire des vingt heures déclarées mais comme je faisais au moins 20 heures en plus par semaine en noir, ils me diminuaient sur les heures en noir. J'ai été augmentée d'un côté pour être diminuée de l'autre, en travaillant de la même façon ". (P, L, 1.8.,l. 49)

1.4. Avoir un emploi

Parmi toutes les femmes rencontrées qui ont un emploi et dont l'une s'interroge sur la différence de revenu apportée en plus du chômage, il est dans tous les cas question d'emplois précaires : mi-temps, intérim, article 60, titres-services (emploi au salaire minimum garanti).

" Il parait que quand on est au chômage, la première année, on a quasiment la même chose".⁹

" Pour le moment, je travaille en article 60. C'est vrai que je gagne un tout petit peu plus mais je paie un loyer de 500 euros plus les charges par mois. Donc, on n'a pas facile ". (P, L, 3.3., l. 60)

" J'ai galéré pendant un an et pour finir, j'ai supplié presque à genoux dans un magasin pour qu'ils me prennent. J'ai finalement travaillé là presque 10 ans " (P, N, 1.3., l.19)

" J'ai accepté tous les intérim qui passaient, sans voiture, en stop ". (P, L, 1.7.,l.128)

Si trouver un emploi peut être décrit comme une chance, il n'en reste pas moins qu'on en souligne aussi les conséquences négatives. Certaines évoquent le travail à mi-temps qui ne garantit pas une rentrée suffisante et exclu des cotisations pour la constitution de droits propres (cotisations pour la pension).

" Au début, je n'ai pas retrouvé de travail de suite, et puis j'ai travaillé un moment comme guide et après j'ai trouvé une place ici tout près. J'ai beaucoup de chance dans tout ça ".(P, L, 1.7., l.22)

" Dans l'entreprise, pn m'avait proposé de passer à un mi-temps après la naissance de mon deuxième enfant. Mon chef m'avait dit: "Vous ne voulez pas un mi-temps"? J'ai répondu "Oui", mais il m'a dit: "Pas ici". Moi, je savais que ça ne donnerait rien pour la pension ". (V, B, 2.3., l. 152)

⁹ Le montant du salaire minimum garanti approche le montant maximum octroyé à une personne qui se retrouve au chômage. Le montant octroyé par l'ONEM est fonction du montant du salaire que la personne percevait avant d'être inscrite comme demandeuse d'emploi (55 ou 60% du salaire perdu). Ainsi, durant les 12 premiers mois, une personne isolée ou cohabitante peut percevoir un maximum de 1099 euros et un minimum de 797 euros (01/01/2008). Après un an de chômage, ce montant diminue. Pour une personne qui a charge de famille, le montant ne diminue pas en fonction du nombre d'années de chômage, il peut cependant varier entre 1099 euros (maximum) et 949 euros (minimum) (01/01/2008) Source: Brochure 13 - Allocations de chômage – SETCA – FGTB – 2008.

" Je travaille à mi-temps et je vis seule (...) C'est difficile de joindre les deux bouts, c'est, comment dirais-je, à la limite de la pauvreté. On se prive de beaucoup de choses ". (P, L, 3.4., l. 50)

Plusieurs femmes expliquent les difficiles conditions de travail qui peuvent les mener à l'épuisement.

" Normalement, on avait 10 minutes de pause par heure mais si on voulait avoir fini notre boulot, on ne savait pas. On était pressés comme des citrons. D'ailleurs, c'était le service où il y avait le plus de dépressions. Les cinq dernières années, j'ai été mutée. C'était un travail moins bien considéré que le précédent et c'est là que j'ai pris 12 kilos ". (P, B, 1.2, l.171)

" Dans l'Horeca, je me suis fait bouffer. Je travaillais le samedi, le dimanche et les jours fériés, 7 jours sur 7, sans un jour de congé. Quand je demandais de temps en temps un week-end, ils me disaient "Non". C'est tuant, je ne le ferais plus. Un jour, j'ai dit: "J'en ai marre". J'ai dû tenir parce qu'il me fallait de l'argent, il fallait que je voie le bout du tunnel ". (P, L, 1.8., l. 45)

" Je travaille temps plein (38 heures) pour les Titres-Services mais la semaine dernière, j'ai travaillé 46 heures. C'est pour gagner un petit peu plus. Ce qui est bien, c'est qu'on a nos congés payés et quand on est malade, on est couvert et on est payé. Ce sont des avantages ". (P, L, 1.8., l. 68)

" Comme j'ai plus de 50 ans, j'avais demandé "Est-ce que je n'aurais pas droit à un jour de congé en plus?" On m'a répondu: "Qu'est-ce que vous voulez de plus, soyez bien contente d'avoir du boulot ". (P, L, 1.8., l. 60)

Synthèse

Dans l'observation réalisée, nous avons considéré le revenu et l'emploi, ou le non-emploi qui y est associé, comme dispositif fort de détermination de la précarité. Nous observons que celle-ci peut être liée à un temps de travail incomplet (mi-temps, intérim), à l'allocation du revenu d'intégration, de chômage ou à un emploi au salaire minimum. L'obtention d'une allocation du Revenu d'Intégration conduit à faire l'expérience de l'assistance publique et du regard des autres, expérience toujours vécue comme stigmatisante. Pour faire face à la précarité, les femmes cherchent à se positionner sur le marché de l'emploi ou acceptent de recourir à des formations mais très souvent elles acceptent des emplois non déclarés. Même si l'emploi peut préserver de la précarité, il est dans tous les cas associé à un revenu trop faible.

2. Le logement : propriété ou location

2.1. Etre propriétaire ou acquérir un logement

Parmi les vingt femmes rencontrées, deux sont propriétaires de maisons sociales et une troisième vit en copropriété avec sa fille. Dans la mesure où elles n'ont pas actuellement de logement, toutes les autres femmes reconnaissent qu'il devient impossible d'en acquérir un et expriment clairement que cette situation est angoissante. Si elles se renseignent sur la possibilité d'accéder à un logement social, l'une d'elle seulement a envisagé différentes autres possibilités : habitat groupé, communautés ou camping résidentiel.

" Notre budget, c'est 1300 euros pour nous deux mais heureusement qu'on est propriétaires d'une maison sociale ". (P, L, 4.3., l.26)

" Quel dommage que l'on ne puisse pas favoriser les campings résidentiels! (...). Je suis allée à l'urbanisme et j'ai demandé s'il n'y avait pas moyen d'acheter un petit chalet dans un camping. On m'a dit "Oui, mais on est en train de les vider et de mettre les gens dehors". J'ai dit : "C'est incroyable ! Des gens qui ont un tout petit bas de laine et pourraient devenir propriétaires d'un petit truc ne peuvent pas. Donc, ils vont aller peser sur la société!" Je ne comprends pas. Et puis, je m'intéresse à tout ce qui est logement alternatif mais le problème, c'est le terrain ". (P, B, 1.4., l. 118)

Habiter chacun chez soi mais vivre en copropriété pour partager les frais

" Finalement, je me suis arrangée avec ma fille pour acheter une maison. Elle travaillait et moi, j'étais pensionnée depuis peu et j'ai de suite dit : "On va acheter une maison". Elle a pu avoir un prêt, miraculeusement. C'est un prêt basé sur son salaire et sur ma toute petite pension. Nous avons acheté cette maison 60 000 euros. Mais tout était à faire. On avait le ciel pour nous aider ". (P, L, 2.2., l. 49)

" C'est primordial d'habiter chacun chez soi. Parce que nous ne sommes par exemple pas souvent d'accord sur l'éducation des enfants. Nous avons vécu un moment ensemble mais ce n'était pas facile ". (P, N, 2.2., l. 131)

" Depuis que ma pension est revue (960 euros), je peux me permettre de payer la moitié du mazout. Il faut refaire le toit de la cuisine et je n'aurai plus grand-chose mais ça, il faut que je le fasse ".(P, N,2.2., l.128)

2.2. Etre locataire : diminution du revenu et peur de l'avenir

Alors que le logement est à considérer comme dispositif instable, les femmes rencontrées tentent de surmonter au moins partiellement l'angoisse de la situation en adaptant leurs comportements et représentations à la nécessité de s'en sortir avec des moyens insuffisants. Elles aspirent à obtenir une maison sociale ou font de nécessité vertu en s'imposant un mode de vie simple.

" Je suis pensionnée, j'ai un budget de 900 euros et je paie un loyer de 520 euros ". (P, L, D., l.210).

" Moi, je ne touche rien du tout. L'allocation de chômage de mon mari s'élève à 900 euros pour tous les deux. Le loyer est de 300 euros par mois et nous payons 180 euros pour l'électricité, l'eau, les immondices et l'assurance ". (P, L, Det, l.194).

" Mon loyer, c'est 450 euros. Avec un mi-temps, la moitié est partie ". (P, L, 3.4., l. 41).

" Je paie 350 euros pour le logement et le montant de ma pension est de 870 euros ". (P, L, 2.3., l. 16

" A propos du logement, j'ai peur pour mon avenir ". (P, B, 1.4., l. 118)

" J'ai peur un jour d'être à la rue. On ne s'entraide plus. Chacun pour soi et Dieu pour tous. Si vous êtes dans les ennuis, personne ne viendra vous aider ". (P, L, 1.8., l; 180)

Diminution du revenu : pauvreté ou misère?

Le coût des loyers peut varier entre 300 et 500 euros. Lorsque les frais de logement ont été déduits, de nombreuses femmes disposent de moins de 400 euros par mois pour vivre c'est-à-dire assumer les charges (chauffage, eau, électricité, taxes diverses) et les frais de vie courante: alimentation, entretien, pharmacie, déplacements, communication. C'est trop peu.

" Il y a une différence entre la pauvreté et la misère. A 300 euros de différence pour se loger, on peut passer de la misère à la pauvreté. Ça change tout. Grâce à un petit héritage, je ne suis pas dans la misère mais dans la pauvreté. Avec 400 euros pour vivre, on est vraiment dans la misère ". (P, B, 1.4., l.26).

Diminution du revenu et simplicité contrainte

" La pauvreté, ça pourrait être confondu avec simplicité, autre mode de vie. Je veux bien avoir une vie très simple et très modeste toute ma vie, je ne crois pas que ça va me déranger sauf si la maladie nous touche ou d'autres problèmes et que tout se met mal. Mais la modestie, il n'y a pas de problème ". (P, B, 1.4., l.49)

" Je n'ai pas de sous mais je me satisfais de tellement peu. C'est un choix que je fais ". (P, L, 1.7., l. 18)

" Au quotidien, j'ai une vie très, très simple. C'est aussi par choix... Enfin, ce n'était peut-être pas mon choix au départ mais ça le devient ". (P, B, 1.4., l. 27)

" La pauvreté, pour moi, si c'est une pauvreté raisonnable, c'est plutôt 900 ou 1000 euros par mois ". (P, L, 1.4., l. 46)

Diminution de revenu et référence en francs belges

La majorité des femmes interrogées parlent en francs belges¹⁰ lorsqu'il s'agit d'estimer le coût du loyer. Cette traduction permet d'évaluer plus facilement la valeur de la transaction et de mieux contrôler ses dépenses.

" Je n'ai pas les moyens de partir et de louer une maison à 20.000 francs. Maintenant, je paie 12.000 francs par mois ". (P, L, 1.8.,l.61)

" Nous habitons à... et nous avons 12.000 frs de loyer mais on s'en sortait ". (P, N, 2.2.,l.68)

" J'ai déménagé parce qu'ici, j'ai un petit loyer mais avant, je payais 13.000 frs et ici, je paye la moitié ". (P, L, 1.5.,l.30)

2.3. Logement social, logement privé

Dans la mesure où le logement privé est inaccessible en propriété, le souhait d'obtenir un logement social est d'autant plus fort que son prix est modulé en fonction du montant du revenu. Les femmes qui en bénéficient cherchent à le garder le plus longtemps possible.

" Moi, je vis dans un logement social et je paie 280 euros par mois, le chauffage est compris et ma pension s'élève maintenant à 1045 euros ". (P, L, D., l.211)

" A présent, je donne 350 euros. C'est en fonction de mon traitement. Tous les ans, je dois renvoyer mes fiches de rémunération ". (P, L, 1.7. l. 24)

" J'habite une maison sociale. Maintenant, je paie 300 euros. Dans l'autre maison, je payais 357 euros et je n'avais pas de chauffage central. J'avais un feu à bois et quand je rentrais, il faisait froid et je préparais mon souper avec mon manteau. Mais je ne veux pas partir parce que par ici, pour louer, il faut compter en moyenne 500 euros ". (P, L, 1.8., l. 61)

Par contre, si toutes les femmes ont pensé aux habitations sociales, elles y ont majoritairement renoncé parce qu'il y avait urgence, parce que le nombre de maisons était insuffisant (longues listes d'attente) ou que le logement proposé obligeait de se loger en appartement et non plus en maison avec jardin.

" J'avais demandé de l'aide au CPAS mais ils ne m'ont pas aidée du tout. Ils n'avaient pas de place dans les logements sociaux et j'ai dû chercher avec l'éducatrice. J'en ai vu beaucoup, des logements ". (P, B, 2.3., l.302)

" J'avais demandé pour avoir une habitation sociale. J'étais loin sur la liste et j'ai dû me débrouiller seule. On m'a finalement proposé un logement pour 14.000 frs par mois, ce qui fait 350 euros actuels. C'était un loyer "minimum" mais avec les 500 euros d'allocations, ce n'était pas possible ". (P, N, 2.2., l.21)

" Je ne pouvais pas attendre. C'était une situation d'urgence ". (P, B, 1.4., l.75)

¹⁰ Les montants peuvent avoir été traduits lors de la retranscription en euros pour assurer une meilleure interprétation des coûts actuels.

" Je n'ai pas demandé de logement social parce que je me disais que je n'aurais pas droit à une maison et que j'allais me trouver dans un minuscule appartement coincé dans un immeuble ". (P, B, 1.4., l.73)

" J'étais allée voir à la société de logement, mais je n'avais droit qu'à un petit appartement parce que j'étais toute seule et âgée. Mais j'aime recevoir mes petits-enfants. Alors j'ai dit que je chercherais autre chose. Pour les personnes seules, il n'y a pas de maison, uniquement des studios et des appartements. Alors que de toute ma vie, jamais je ne voudrais vivre dans un appartement. Et quand on devient vieux, on est obligé d'aller dans un appartement ". (P, L, 1.5, l.225)

Synthèse

Le logement est un second dispositif influençant la précarisation. En effet, dans la mesure où il est acquis en propriété ou loué, non seulement le revenu disponible s'en trouve fortement diminué mais il est source d'inquiétude supplémentaire : l'augmentation du risque de déménagements, la difficulté à s'investir dans un bien qui n'appartient pas, les difficultés d'adaptation à de nouveaux lieux de vie. Parmi les solutions mises en œuvre dans la population rencontrée, l'acquisition est impossible sauf en copropriété avec un enfant. Quand la location est incontournable, l'accès au logement social est réduit, voire inaccessible. Après le revenu, le logement est le poste qui grève le plus le budget des femmes¹¹.

¹¹ L'acquisition d'une propriété n'est pas accessible à tous les groupes sociaux. Même dans les pays où le nombre de propriétaires est important, il reste un groupe résiduel de personnes qui, pour différentes raisons, n'ont pas pu devenir propriétaires de leur logement. Les personnes âgées sont non seulement plus vulnérables sur le marché du logement mais se situent tout en bas de l'échelle en ce qui concerne le montant de la pension. Certains groupes de personnes sont donc confrontés à un "double désavantage". Le logement social peut leur offrir une solution." Extrait: Observatoire de la Santé et du Social Bruxelles-Capitale, Pauvreté et vieillissement, Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté, Commission communautaire commune, 2008, p.12.

3. Le quotidien : adaptation des pratiques à la condition précaire

La quotidienneté est traversée d'une multiplicité de dispositifs dont les implications budgétaires sont plus ou moins importantes. Ces différents dispositifs, l'impact qu'ils ont sur le budget et l'adaptation des opinions et des comportements sont évoqués ci-après.

3.1. Le chauffage

Après le logement, le chauffage est la dépense qui grève le plus le budget. Dans les biens loués, il s'agit le plus souvent d'une installation de chauffage au mazout. Pour réduire les coûts, beaucoup de femmes souhaiteraient pouvoir disposer d'un poêle à bois. Ce n'est pas toujours possible pour des raisons liées à l'installation ou à la conception du bâtiment. Lorsque le passage du mazout au bois est irréalisable, la situation est vécue comme perturbante parce que ne permettant pas de faire des économies souhaitées.

Réduire les frais de chauffage en changeant d'installation

" Lorsqu'il a installé le chauffage central, il (le propriétaire) a condamné la cheminée. On ne saurait même pas installer un poêle à bois. C'est ce qu'on voulait faire parce que mon mari avait toujours froid avec le chauffage central. On allumait du matin au soir un radiateur électrique et un foyer nous aurait bien aidé mais le propriétaire a bouché la cheminée ". (P, L, 1.1.1.105)

" Maintenant, je paie un loyer plus cher et je n'ai plus de poêle à bois. Dans l'autre logement, il y avait un chauffage central mais je n'avais pas les moyens de remplir la cuve, alors je me chauffais au bois ". (P, L, 1.7., 1.21)

" J'ai un chauffage à bois et j'ai une cuve à mazout. C'est moi qui ai installé le foyer à bois pour le soir ou le week-end ". (P, L, 1.8., 1. 67)

" On se chauffe au mazout et au bois. On met du mazout quand il faut et on fait un feu de bois dans cette pièce. (...). Et j'ai toutes mes couvertures à côté du divan ". (P, L, 1.6., 1. 154)

" Je me chauffe au bois. C'était un chauffage au mazout mais je l'ai retiré et j'ai mis un poêle à bois à 100 euros mais il est déjà en mauvais état. J'attends de voir pour changer ". (P, L., 1.5., 1.76)

Diversifier son approvisionnement en combustible et étaler le paiement du bois

Dans certaines régions, les communes mettent à disposition des "parts de bois" pour les habitants. Aucune femme interrogée n'achète de part de bois à cause des manipulations nécessaires: disposer d'une voiture, tronçonner, ramener et ranger le bois. Elles trouvent des arrangements pour se procurer le bois à bon prix.

" Moi, je n'y vais pas mais je connais quelqu'un qui y va. Vous achetez une part et vous allez la chercher. Mais moi, je ne sais pas aller chercher la part et j'ai un ami qui me vend le bois. Par ici, il y a encore des marchands de bois. Bon, ça salit, mais je me suis fait à l'idée ". (P, L, 1.8., l. 70)

" Je ne saurais pas aller chercher le bois, je devrais payer quelqu'un pour le faire ". (P, L, 1.5., l. 82)

" Au niveau chauffage, heureusement, on chauffe encore au bois. C'est aussi une occupation de mon mari et on récupère sur le chauffage. Je n'ai pas beaucoup de frais de chauffage". (P, L, 4.3., l.53)

" Le marchand qui nous mettait du bois nous disait: "Tu me payeras quand tu pourras". Parce que nous sommes du village mais les nouveaux arrivants, il ne dirait pas ça ". (P, N, 1.6., l.159)

Restrictions et arrangements

Malgré tout, plusieurs femmes expliquent que chaque hiver, elles restent dans l'incertitude de pouvoir se chauffer comme elles le souhaitent.

" Le plus dur, c'est le chauffage. Il faut économiser en été pour payer le chauffage en hiver ". (P, N, 1.7.,l.56)

" Je ne suis jamais sûre d'avoir de quoi me chauffer. J'ai une amie qui est au chômage et qui a deux enfants à charge. Elle a très difficile, et tous les ans, elle me dit: "J'ai encore eu froid cet hiver". Pour moi, c'est le chauffage le plus dur ". (P, L, 1.5., l. 247)

" Je n'ai jamais eu si froid ces dernières années. (...) Par le passé, nous chauffions aussi cette pièce-là, à côté, mais plus maintenant. Mon mari a vu que le bois des meubles se fendait alors maintenant, pour que le mobilier ne s'abîme pas, nous ouvrons la porte de cette pièce avant d'aller dormir pour couper le froid ". (P, N, 1.6., l. 119)

" J'ai juste un poêle à mazout et je compense par un chauffage électrique. Mais, depuis que je suis malade, je chauffe beaucoup en hiver. Avant, je me contentais de 18°, maintenant, je chauffe plus mais je ne chauffe pas la chambre ". (P, B, 1.2.,l.61)

Synthèse

En situation de précarité, il semble impératif de réduire le budget chauffage mais les mesures possibles pour y parvenir ne vont pas sans poser des difficultés. C'est le cas pour le changement d'installation lorsque la structure de l'habitat n'est pas adaptée (exemple: absence de plusieurs cheminées). C'est vrai aussi pour l'étalement du paiement qui ne semble envisageable qu'à propos du bois lorsqu'il existe un rapport de proximité avec le fournisseur. En tout état de cause, pour de nombreuses femmes, le chauffage est source de difficultés et d'angoisse.

3.2. L'alimentation

Respecter scrupuleusement son budget et éviter l'endettement

En éloignant systématiquement la possibilité de contracter des dettes, les femmes font continuellement des choix de privation. Cette obligation provoque souvent l'angoisse de ne pas y arriver.

" Je garde mes tickets. Quand je fais ma liste de courses, je note le prix à côté des produits et comme ça, j'ai une idée de ce que j'ai besoin pour mes courses. Je le sais mais ce n'est jamais juste. Pour les grosses courses, j'ai 50 euros et pas un centime de plus. Et parfois j'en ai marre, réellement, mais je ne veux pas me retrouver avec des dettes ". (P, L, 1.1., l.252)

" Le plus difficile, c'est le fait de toujours compter. Toujours. On se dit qu'il nous faudrait 15 euros pour ceci ou cela et on se dit: "Non pas ce mois-ci ". C'est tout le temps. Tout compter, tout le temps ". (P, L, 1.1., l.208)

" Le plus dur, c'est que j'ai toujours peur de ne pas y arriver. C'est ma hantise. J'ai peur de ne pas savoir payer mes factures. Et puis, la vie est tellement dure. J'ai peur de ne pas avoir assez d'argent pour pouvoir payer toutes mes factures ". (P, L, 1.8., l.177)

Respecter scrupuleusement son budget et consommer des produits hard discount ou recourir à l'aide

La plupart des femmes s'approvisionnent dans les magasins à bas prix. Lorsqu'une aide alimentaire est organisée et distribuée par la commune, plusieurs personnes expriment leur difficulté à être stigmatisée par le regard des autres.

" Je vais une fois par mois chercher un colis du CPAS. Mais même ça, je suis honteuse. Vous comprenez?" (P, N, 1.6., l. 57)

" Je le vivais mal, mais maintenant, je me dis que j'y ai droit. Mais il ne faut pas croire qu'on a beaucoup, on a eu une salade et un chou fleur ". (P, L, 4.4.,l.46)

" On pouvait recevoir les excédents de la CEE, et puis ils proposaient aussi les excédents périmés des magasins. Je ne les prends pas, mais les produits de la CEE ne sont pas périmés et je les prends ". (P, L, 1.1., l. 270)

" De temps en temps, le CPAS nous donne les restes des militaires. On n'a pas de fruits, il n'y a que quelques petits légumes et pas assez pour passer une semaine ". (P, L, 4.1., l. 14)

" Il y a un petit supermarché dans le village mais la majorité des courses, je les fais chez Aldi. Et s'il me manque quelque chose, je vais au village ". (P, B, 1.2., l.147)

" Nous allons chez Aldi et au Lidl, c'est moins cher. On ne prend au GB que ce qu'on ne trouve pas chez Aldi et Lidl ". (P, L, 1.1., l. 158)

"Maintenant, je vais chez Aldi. Pendant des années, je faisais mes courses chez Delhaize mais maintenant, on sait ce qu'on ne peut plus prendre." (P, B, 2.3., l. 237)

" Ici, on a un Colruyt. Il y a des gens qui me disent: "C'est moins cher ailleurs". Je réponds: "C'est vrai, mais si j'ai besoin d'une voiture pour aller ailleurs et si c'est pour gagner quelques cents, j'y ai perdu"." (P, L, 1.8.,l.110)

Respecter son budget en optant pour des pratiques et produits alternatifs

Traditionnellement, le potager faisait partie de la vie à la campagne. Il permettait de produire sain et de limiter l'approvisionnement hors maison. Si aucune des femmes rencontrées ne cultive de potager, toutes souhaiteraient pouvoir, pour des raisons d'économie, le faire mais y ont renoncé par un manque d'espace lorsqu'on loue un appartement, pour un problème de santé ou par manque de temps lorsqu'on travaille temps plein

" Je n'ai pas de potager parce que ce n'est pas possible. Mes voisins ont un chien qui est dressé à attaquer et il m'est impossible d'aller dans mon jardin ". (P, B, 1.4., l. 82)

" Je n'ai pas de potager parce que je ne sais plus m'en charger mais mon beau-fils a un potager. Quand je suis venue habiter ici, je le faisais. Je peux demander à mon beau-fils ". (P, L, 1.1., l. 96)

" On n'a pas de potager mais on aimerait en refaire un parce qu'on sait ce qu'on mange ". (P, N, 1.3., l.111)

" Malheureusement je n'ai pas de potager. Je voudrais en faire un dans cette petite parcelle mais je n'en ai pas ". (P, L, 1.5., l.198)

" Je n'ai pas de potager. J'ai une petite cour et quasi pas de parcelle de terre. Je ne vois pas comment faire un potager. C'est un grand regret parce qu'il y avait un grand potager chez mes parents ". (P, N, 2.2., l.173)

" J'ai des parterres de fleurs mais je n'ai pas le temps de m'occuper d'un potager ". (P, L, 1.7.,l.226)

" Quand mes filles étaient bébé, j'avais un potager et je faisais des conserves, mais je ne travaillais pas, j'avais la chance de pouvoir rester à la maison. Ça me manque! De toute façon, si j'avais un potager, ici, on vient voler ". (P, L, 1.8., l. 164)

Respecter le budget en achetant à la ferme

Quatre femmes sur les vingt s'approvisionnent à la ferme pour un seul type de produit: pommes de terre ou plus généralement colis de viande. Une cinquième parle de paniers de légumes dans une ferme bio. Le nombre de fermes accessibles est faible, c'est pourquoi l'achat à la ferme tente peu de femmes. Néanmoins, certaines craignent un prix plus important dans les fermes.

" Non, je ne pense pas qu'il y ait des fermes qui vendent au particulier, mais je ne suis jamais allé voir ". (P, L, 1.1.,l.171)

" Quand je vivais avec mon mari, on pouvait encore acheter du lait à la ferme mais quelques années plus tard, on ne pouvait plus ". (P, L, 1.5.,l.56)

" Le problème, c'est que c'est plus cher. Même la viande, je ne vais pas parce que c'est plus cher que chez Aldi ". (P, L, 1.5.,l.15)

" Il y a des fermes qui vendent des poulets, des lapins mais je n'y vais pas et il y a une boucherie à la ferme aussi mais je n'y vais pas ". (P, B, 1.2.,l.150)

" On a une ferme bio dans le village où je vais chercher ma viande ". (P, N, 1.3.,l.123)

" Moi, je prends mes pommes de terre à la ferme ". (P, N, 1.6.,l.224)

" Il est possible d'acheter un panier de légumes dans une ferme. Ma fille en achète un mais moi, j'aime bien choisir mes légumes ". (P, L, 2.2.,l.169)

Respecter son budget en échangeant travail contre marchandise

" Dans le passé, on allait dans un château et on cueillait les pommes, les poires et on cueillait un panier pour nous et un panier pour le châtelain. C'était convenu comme ça. On avait des fruits pour toute l'année. Des fruits qui se conservaient. On essayait toutes les débrouilles ".(P, L, 1.1., l. 168)

" Je faisais des ménages dans un magasin, une quincaillerie et je voyais que la dame faisait des conserves. J'ai demandé si je ne pouvais pas recevoir une casserole pour faire des conserves plutôt que d'être payée. A l'époque, il y avait un marchand de prunes qui passait dans la rue alors j'ai acheté des prunes et j'ai fait des conserves ". (P, L, 1.5.,l.309)

Respecter son budget en proposant, sans succès, de réaliser un jardin solidaire

L'une des femmes vit dans un appartement. Elle explique qu'elle a fait une demande au CPAS pour organiser un jardin communautaire, sorte de coopérative auto-gérée par les allocataires. La réponse fut négative parce que tout le monde a un potager à la campagne.

" Quand nous sommes arrivés ici, mon mari a proposé à la commune de nous fournir une parcelle de terrain pour faire un potager commun. Chacun pourrait travailler son petit morceau, les gens qui ne peuvent pas travailler pourraient acheter les légumes pour un petit prix. Mais la commune a répondu que ce n'était pas possible parce que tout le monde ici avait son petit potager. Ce serait comme une coopérative mais pour les gens du CPAS qui n'ont pas de potager à la maison. Chacun donne un peu d'argent pour les graines et le surplus pourrait être apporté aux petits commerces. C'était non ". (P, L, 4.1., l. 47)

Respecter son budget en disposant ou en renonçant au surgélateur

La plupart des personnes interrogées ont un surgélateur. C'est un objet courant dans les ménages mais lorsque les déménagements ou les possibilités financières empêchent d'en posséder un, le mode de consommation change.

" Je vais faire mes courses au grand magasin, une fois par mois pour les fruits et les légumes. Pendant une semaine, je mange des produits frais et puis, comme je n'ai pas de congélateur, je me débrouille mais les légumes frais, c'est essentiel pour la santé ". (P, L, 4.1., l. 40)

" Je n'ai pas de surgélateur mais j'ai de la chance, mon fils a un grand surgélateur et si j'ai une opportunité, si on me propose quelque chose, je mets chez lui ". (P, L, 1.7., l.226)

" Je viens de racheter un congélateur. C'est ma fille qui a vu qu'il était en panne et j'ai dû tout jeter. C'est râlant!. Maintenant, on paie le congélateur et on n'achète plus rien ". (P, L, 1.1., l. 218)

" J'ai un surgélateur et j'achète en grande majorité des produits surgelés ". (P, B, 1.2., l. 153)

" Je ne pourrais pas vivre sans surgélateur ". (P, N, 1.6., l. 222)

Respecter son budget sans renoncer totalement au plaisir de manger

Une femme explique qu'elle a essayé de réduire ses dépenses sur le poste alimentation mais que cela la dégoûtait. Si elle ne gaspille rien, elle choisit de manger et de cuisiner ce qui lui plaît. Elle veut avant tout se faire plaisir.

" Je ne suis pas obligée de manger des choses qui me dégoûtent, par économie. J'ai essayé mais, à la fin, je n'en pouvais plus. La nourriture, pour moi, c'est très important. Je mange ce que j'aime manger. J'aurais une amertume au quotidien de devoir manger des crasses. Mon principe de vie c'est: "Pas de gaspillage" mais si j'ai vraiment envie de m'acheter une mangue fraîche, je m'achète une mangue fraîche. Si je n'ai pas vraiment envie, je peux aussi bien m'acheter une pomme ". (P, B, 1.4., l. 63)

Synthèse

Dans la population rencontrée, l'alimentation est fortement concernée par la volonté de respecter son budget, l'endettement étant redouté. On le fait en consommant des produits hard discount, en recourant à l'aide associative et éventuellement en achetant à la ferme. Pour les femmes de condition précaire, la pratique du potager est rare même si elle est très souvent souhaitée. De même, l'achat d'un surgélateur peut sembler indispensable mais reste inaccessible à certaines d'entre elles.

3.3. La mobilité

Sédentarité volontaire

La plupart des femmes interrogées n'ont pas de voiture. Elles renoncent aux frais liés à ce genre d'achat. Elles ne renoncent pas pour autant aux déplacements mais adaptent leurs demandes ou s'accrochent à d'autres possibilités.

3.3.1. Voiture personnelle et mobilité

Avoir ou recevoir une voiture

Pour les quelques propriétaires de voiture, elles ont été reçues ou achetées par le passé mais en aucun cas, elle ne seront remplacées.

" J'avais une voiture avant, que ma belle-famille m'avait donnée ". (P, L, 3.2.,l.279)

" Quand mon fils a changé de voiture, il m'a donné son ancienne voiture. En - dessous de 2000 euros, on ne trouve pas de voiture d'occasion ". (P, B, 1.2., l.73)

" Lorsque ma fille a racheté une voiture neuve, on lui reprenait 1000 euros la sienne. Comme la situation était au beau fixe pour eux, ils nous ont donné leur voiture. On a calculé avec mon mari et on s'est dit: "Tout compte fait, si on dirige bien, tout bien compté, on saura garder l'auto". C'est comme ça que nous avons eu une voiture ". (P, N, 1.6.,l.96)

" Une amie m'a vendu sa voiture ". (P, B, 1.8.,l. 328)

" J'ai une voiture et je n'utilise pas beaucoup les transports en commun. Je prends la voiture pour mon intérim et pour faire mes courses mais je pense que l'année prochaine, je vais m'en séparer parce que je ne savais pas que la taxe était si chère. A la limite, je devrais revendre la voiture pour payer la taxe ". (P, L, 1.5., l.133)

" Jusqu'à présent, j'ai toujours ma voiture. Elle a quinze ans et il faudra bientôt la changer ". (P, N, 2.2., l.141)

Se passer de voiture par manque de moyens et éviter les frais de réparation

" La mobilité? J'ai laissé tomber. J'avais une voiture mais je l'ai revendue parce que je n'arrivais pas à assumer ". (P, L, 3.4., l. 57)

" Je n'ai pas de voiture parce que je me dis que c'est encore tout ça à payer: les taxes, les assurances, l'essence. Si je travaille et que je dois m'acheter une voiture, j'y perds et donc, quand je travaillais, je revenais parfois du travail à pied à une heure du matin. C'était la catastrophe. Maintenant, je travaille dans les environs immédiats." (P, L.1.8.,l.102)

" Je n'ai pas de voiture mais ce n'est pas un choix, c'est parce que ça fait des frais. C'est la voiture ou ce sont les réparations de la maison. " (P, N, 1.3. ,l.94)

" J'ai une voiture mais elle est sur le parking parce qu'elle est en panne et que je n'ai pas l'argent pour la faire réparer. Il me faut 1000 euros. J'ai demandé à suspendre mon assurance et on m'a dit qu'il fallait rentrer les plaques mais je ne peux pas puisque la voiture est sur la rue. J'aurai la visite de la police si la voiture est sans plaques sur la rue. Donc, j'ai payé mon assurance ". (P, B, 2.3.,l.193)

" Nous avons une voiture et elle devenait vieille. Il fallait payer une fois 100 euros, une fois 200, une fois 300 euros. Comme nous avons entendu parler des abonnements gratuits au TEC, nous avons rendu la plaque de voiture. Mais on n'a su que le jour même que l'abonnement, c'était pour une seule personne. C'était trop tard. La voiture était revendue et j'ai pris l'abonnement à mon nom. Mon mari achète des cartes de bus ". (P, N, 1.6., l.89)

3.3.2. Mobilité et recours à un service

Recours aux transports en commun : usage réduit, contraint, souvent inconfortable

Les quelques personnes qui utilisent les transports en commun soulignent les inconvénients : fréquence réduite, longs temps d'attente et surcharge en période scolaire.

" Question bus, il n'y en a pas tellement. Si on part à 9h30 et si on fait ses courses une heure, il faut qu'on attende. Quand il fait bon, on reste dehors sur la place, sinon, on va boire un café mais ça fait des frais en plus. " (P, N, 1.3., l.86)

" Avec une voiture, vous savez quand vous partez et quand vous revenez, avec le bus, ça nous est arrivé d'attendre des heures. Quand j'avais par exemple une visite chez un médecin en ville, il n'y avait pas de correspondance et ça nous est arrivé d'attendre une heure, une heure et demi pour avoir un bus. Mais comme mon mari disait: "Nous avons du temps devant nous, nous avons toute la journée". C'est bien obligé! Ça, ça me pesait de rester à attendre, ça me pesait ". (P, N, 1.6., l.126)

" J'ai une amie qui n'a jamais eu de voiture et pour elle, aller en bus, cela ne la dérange pas du tout. Pour moi, aller à..., c'est une expédition, ça dure une heure. J'arrive à la gare des autobus, je suis malade. Je dois m'asseoir pour me remettre pendant un quart d'heure ". (P, B, 2.3.,l. 266)

" Des bus, il n'y en a pas suffisamment, et puis je ne peux pas rester debout. Les bus aux heures scolaires sont bondés. En plus, je suis claustrophobe. Donc, je ne prends pas le bus".(P, L, 1.1., l.31)

Mobilité et recours aux arrangements acceptables

Lorsqu'elles ne disposent pas de voiture, les femmes préfèrent prioritairement s'arranger avec une personne de leur entourage qui en possède une, mais dépendre des personnes motorisées est difficile à vivre. Certaines préfèrent la marche à pied mais aucune femme ne dispose d'un vélo ou d'un cyclomoteur. Les services de mobilité (type taxi social) sont rarement choisis, le coût en semble excessif.

" Je vais parfois avec ma fille faire nos commissions mais comme elle travaille aussi et qu'elle a des enfants, ce n'est pas facile ". (P, N, 1.3., l.96)

" Quand ma fille avait un jour de congé, elle nous le consacrait pour aller faire nos courses. Moi, j'avais l'estomac noué et j'essayais d'aller vite pour ne pas l'ennuyer, pour ne pas prendre du temps. Elle aurait fait autre chose que de m'accompagner parce qu'elle n'habite pas tout près non plus ". (P, N, 1.6.,l.106)

" Je n'ai pas de voiture mais j'ai la chance d'avoir un fils qui habite le village et un ami qui peut m'emmener. Pour aller travailler, je peux compter sur une collègue ". (P, L, 1.7., l.201)

" Pour aller chez le médecin, mon voisin accepte de me conduire bénévolement. Ainsi, ça ne me coûte rien. Parfois, je prends un service de mobilité du CPAS mais il ne faut pas l'utiliser trop souvent sur le mois. Je ne dis pas que c'est cher mais ça se chiffre vite. L'autre jour, ça m'a coûté 10 euros. On a une heure et demi. Si l'entretien dure plus d'une heure et demi, on doit payer deux voyages, alors, pour les rendez-vous médicaux, c'est embêtant ". (P, L, 1.1., l. 47)

" Pour les courses, je vais à pied mais je peux aussi compter sur mes filles. Elles ont chacune une voiture et elles habitent dans les environs. On fait souvent les courses ensemble et puis j'ai une amie qui me conduit par exemple à la clinique et je paie l'essence ". (P, L, 1.8., l. 147)

" La mobilité ? On va au centre culturel parce qu'une dame nous propose une place dans sa voiture de huit places. Mais il faut toujours demander et je n'aime pas devoir quelque chose à quelqu'un ". (P, B, 2.3.,l.311)

" Le Taxi social ? Il paraît qu'il y en a un le jour du marché. Je ne l'ai jamais pris mais ça sert surtout aux réfugiés. Voilà ce qu'on dit dans le village ". (P, B, 2.3., l.209)

" Je fais tout à pied. J'avais un vélo mais il est cassé et maintenant, je marche. En faisant tout à pied, je me dis que c'est du sport, que je m'entretiens tout en allant travailler ". (P, L, 1.8.,l.103)

" Pour aller au CPAS, il n'y a pas de bus pendant les vacances et on fait du co-voiturage ". (P, L, 4.4.,l.15)

Synthèse

Dans la population observée, on renonce rarement à la mobilité. Se défaire d'une voiture personnelle ne se fait que sous la contrainte et on regrette de l'avoir fait lorsqu'on a été piégé par l'échange de sa plaque d'immatriculation contre l'abonnement TEC. Pour la pratiquer, on dispose d'une voiture ancienne ou reçue. On évite au maximum les frais de réparation, on recourt aux transports en commun même si c'est peu souvent, qu'on y est contraint et qu'on subit l'inconfort. Quand c'est possible, ce qui ne semble pas le cas des transports organisés par le service public ou le monde associatif parce que onéreux, on recourt à des pratiques alternatives : aide de voisins, co-voiturage, famille, bref, on cherche des arrangements acceptables.

3.4. Les nouvelles technologies

3.4.1. Le téléphone fixe : une utilisation parcimonieuse

Pour les plus âgées, le téléphone fixe est un élément habituel de leur environnement qu'elles possèdent ou font éventuellement installer. Elles l'utilisent avec parcimonie et veillent à appeler durant les heures gratuites.

" J'ai un téléphone fixe et après 5 heures, c'est gratuit. J'ai pensé à le faire enlever parce que c'est cher mais je préfère me priver d'autre chose quand même ". (P, L, 1.5.,l.234)

" Pour moi, le téléphone, c'est le cordon ombilical. On garde le fixe, parce qu'après 5 heures, il est gratuit et je téléphone toujours après 5 heures ". (P, N, 1.3.,l. 152)

" Je viens de déménager et ils sont venus me mettre une nouvelle prise de téléphone. J'en ai eu pour 168 euros pour l'installation du téléphone fixe ". (P, L, 4.4.,l.69)

3.4.2. L'ordinateur

Se passer d'ordinateur et de connexion internet

L'ordinateur est un objet qui s'impose dans les foyers. Néanmoins, la plupart des femmes rencontrées n'en possèdent pas. Celles qui pourraient y voir un intérêt expriment la compression du budget pour expliquer l'absence d'une connexion.

Potentialités connues mais usage superflu, secondaire ou impossible

" Une chose c'est vouloir, une autre chose, c'est pouvoir. Je voudrais tout ça mais c'est impossible ". (P, L, 3.2.,l.25)

" Mes filles font leurs paiements par ordinateur mais je ne vois pas l'intérêt pour moi d'acheter un ordinateur ni d'aller sur internet ". (P, L, 1.8.,l.147)

" Je n'ai pas d'ordinateur, j'ai horreur de ça. Je n'en ai pas l'utilité pour mon boulot et puis je ne veux pas devenir esclave de ces choses-là. J'entends pas mal de connaissances qui me disent "ma femme est toujours sur internet ". (P, L, 1.8.,l.143)

" Je n'ai pas d'ordinateur. Si j'ai besoin d'un renseignement, je le demande à mon beau-fils. Il est passionné mais de mon côté, ce n'est pas mon truc ". (P, N, 2.2.,l.160)

" Je n'ai pas d'ordinateur parce que j'ai d'autres priorités. Mais j'ai repris une formation et comme on ne sait pas se passer d'une connexion internet quand on suit une formation, je demande à Pierre ou à Pol ". (P, N, 1.3.,l.172)

" Je n'ai pas internet. Avec quels sous? Et ma fille non plus, ils n'en ont pas les moyens ". (P, L, 1.1.,l.141)

" Je n'ai pas d'ordinateur. J'ai une adresse e-mail parce que je viens d'apprendre comment en créer une au cours donné par le CPAS. Pour l'ordinateur, si je devais m'en acheter un, je prendrais un ordinateur de réemploi ". (P, B, 1.4.,l.306)

" Moi, je n'ai pas d'ordinateur ni internet. J'aurais des sous, il faudrait que j'aille chez le dentiste et chez l'occuliste ". (P, L, 4.4., l.79)

" Je n'ai pas d'ordinateur. Je suis allergique à l'ordinateur. Mon fils m'a dit: "Je vais t'apprendre". J'ai dit: "Rien du tout". " (P, B, 1.2, l.162)

" On se sent coupé de beaucoup de choses quand on n'a pas un ordinateur. A l'heure actuelle, à la télévision, on renseigne les sites internet et il n'y a plus de correspondance écrite. Donc, les personnes comme moi se sentent de plus en plus en dehors du coup. Le relevé du compteur d'eau aussi ne se fait plus par courrier postal. Il faut le faire via un téléphone à touches ou le site internet. Même dans l'administration ". (P, N, 2.4.,l.162)

Les coûts annexes et les mises à jour

" C'est bien, mais il faut savoir ce qu'il faut payer en plus: le raccordement bien sûr mais il faut acheter une imprimante, l'écran, la tour, le clavier et l'encre... ce sont des dépenses qui s'ajoutent ". (P, L, 4.2.,l.110)

" Nous avons reçu un partie du matériel et j'ai le temps d'aller prendre un café avant que ça ne s'ouvre et que ça ne fonctionne . Il faut savoir que les technologies évoluent ". (P, L, 4.2.,l.118)

" C'est bien parce qu'on a accès à quelque chose mais du jour au lendemain, on ne peut plus l'avoir. Est-ce qu'on saura se le racheter?" (P, L, 4.2.,l.114)

" Le fixe avec internet, c'est cher. Je paie dans les 60 euros, mais je pense que l'année prochaine, je laisserai tomber l'internet ". (P, L, 3.4.,l.65)

Connexions offertes et usage familial

" J'ai un ordinateur et la connexion internet. C'est ma fille qui m'a offert l'ordinateur et qui m'a donné l'envie d'apprendre. Elle a tout installé. Je n'ai pas dit non mais c'est cher quand même. C'est bon que j'ai un petit loyer, autrement, je ne saurais pas. Ça revient à 50 euros par mois ". (P, L, 1.5.,l. 252)

" C'est ma fille qui a installé internet et qui nous a laissé l'ordinateur mais moi, je n'y vais pas, c'est mon mari qui y va, principalement pour effectuer les paiements ". (P, N, 2.4.,l.166)

" Chez mes enfants, ils l'ont, mais je ne sais pas si je le mettrai parce que c'est coûteux. Je viendrai plutôt chez ma fille. Quand les enfants sont aux études, il n'y a rien à faire internet, c'est vraiment précieux ". (P, L, 4.3.,l.79)

" Internet, c'est une aide précieuse quand on a des enfants qui vont à l'école ". (P, L, 4.2.,l.104)

" Nous avons internet pour les enfants ". (P,L, 3.1., l. 152)

" Internet, ce serait bien pour parler avec ma famille. Ce serait bien parce que les communications seront moins chères et je pourrais communiquer ". (P,L, 4.1.,l.124)

3.4.3. Le gsm

Contrôler une dépense nécessaire

Lorsqu'il s'agit de réduire toutes les dépenses, les femmes se contentent d'un gsm, parfois même un seul pour le couple.

" Depuis que je vis seule, j'ai un gsm. J'avais une carte mais maintenant, j'ai un abonnement. Il me faut ça pour mon travail. J'ai horreur des gsm, quand je vois les jeunes, ils dépensent un argent fou pour des bêtises. Je vois que mes filles sont esclaves de leur gsm." (P, L, 1.7.,l.141)

" Je n'ai pas de téléphone fixe, c'est trop cher et j'ai juste un gsm. Je l'ai acheté pour chercher la maison. J'ai pris un abonnement et j'ai un tarif social" (P, B, 1.4.,l.291)

" Je n'ai pas de téléphone fixe, je n'ai qu'un gsm." (P, B, 1.2.,l.156)

" Nous avons un gsm pour nous deux. Je mets 40 euros pour le téléphone mais c'est tout" (P, L, 4.1.,l.59)

" J'ai un téléphone fixe avec tarif social et j'ai un gsm à carte mais j'avais un abonnement et je suis passée aux cartes". (P, B, 2.3.,l. 335)

" J'ai racheté un gsm au trafic à 44 euros. J'ai supprimé l'abonnement et j'ai pris une carte pour réduire les frais." (P, L, 1.5.,l. 240).

Un objet inutile et d'usage sélectif

Les plus âgées reçoivent un gsm, elles ne s'en servent pas souvent car elles n'y trouvent pas d'intérêt et peinent à l'utiliser.

" Ma fille m'a offert un gsm mais je sais à peine le manipuler. Je réponds mais il me faut toute mon énergie pour le dompter." (P, N, 2.2., l.155)

" On m'en a offert un pour mes 60 ans mais je le laisse dans le tiroir. J'ai une carte mais je ne l'utilise pas beaucoup." (P, L, 1.7.,l.222)

D'autres l'utilisent pour permettre aux enfants de les contacter mais en tout état de cause elles en ont un usage discrétionnaire.

" Nous avons un gsm uniquement pour les choses importantes. On l'a offert à mon mari parce qu'il a eu un problème de santé et moi, j'ai un gsm pour pouvoir prévenir en cas de difficulté. J'ai pris l'abonnement à 5 euros. Mais je n'utilise pas les sms. Nos filles ne nous téléphonent que lorsqu'elles ne nous trouvent pas" (P, N, 2.4.,l.172)

" J'ai un téléphone fixe et j'ai un gsm pour pouvoir appeler mes filles en cas d'accro de santé. Je suis capable d'appeler et éventuellement de lire un message. C'est difficile mais ça se limite à ça. Comme j'ai les deux pouces handicapés, je ne sais pas envoyer de sms. Et puis, il faut mettre les lunettes, c'est tellement petit. Et puis, c'est un coût en plus dans le budget. J'ai une carte, c'est suffisant. " (P, L, 1.1.,l.124)

" J'ai un gsm mais je téléphone une fois par semaine à mon fils qui est en déplacement. Autrement, je n'en aurais pas. Je ne sais pas m'en servir, d'ailleurs, je ne sais pas envoyer un sms." (P, L, 4.4.,l.85)

Un objet personnel durable

" Je suis allée chercher un nouveau chargeur, le vendeur m'a dit "Ca vous coûte plus cher le chargeur qu'un nouveau gsm". J'ai répondu: "Ca m'est égal, je suis habituée à ce gsm". Quand les gens me disent: "C'est un vieux gsm", je réponds: " Et alors, on jette? Comme les vieux?". (P, B, 2.3.,l.342)

" Quand mon premier gsm est tombé en panne, j'ai acheté le gsm moins cher que le prix que l'on me demandait pour la batterie. On me demandait 50 euros pour la batterie et 39 euros pour le gsm ". (P, L, 1.1.,l.139)

Synthèse

Le rapport des femmes aux nouvelles technologies est dans l'ensemble circonspect. Il est toujours question d'une utilisation parcimonieuse. Par ailleurs, l'ensemble de ces nouveaux dispositifs – PC, connexion, gsm – est souvent considéré comme inutile. Quand y recourir est justifié, c'est toujours pour des raisons relationnelles et familiales. Si on a la chance d'avoir disposé d'une de ces techniques, profiter de leur évolution est impensable.

3.5. Souci et image de soi

3.5.1. S'habiller

Etre raisonnable dans ses achats et ne pas trop se préoccuper de l'apparence

Pour la plupart des femmes rencontrées, être à la mode n'a pas d'importance. Elles reçoivent et acceptent des vêtements de la famille, d'une amie, elles achètent dans les magasins de seconde main (CPAS ou Oxfam). Les achats par catalogue sont bannis, il s'agit dans tous les cas d'être raisonnable dans ses achats et de ne prendre que des décisions mûrement réfléchies.

" Au niveau vêtements, je suis classique et je mets encore des affaires d'il y a 15/20 ans. On dit que ça change mais je ne vois pas les choses changer ". (P, L, 1.5.,l. 219)

" Je ne suis jamais la mode, je trouve ça complètement idiot, c'est mon point de vue. Et les habits, j'en reçois beaucoup de mes sœurs, de mes copines ". (P, N, 1.3.,l.142)

" Cette-année je n'ai rien acheté parce que je n'avais besoin de rien ". (P, N, 1.6.,l.214)

" Je m'habille avec des vêtements que l'on me donne. J'ai des amies qui viennent et on échange. Parce qu'entre femmes, c'est plus facile ". (P, L, 4.1.,l.132)

" En vêtements, je ne suis pas exigeante, je prends ce qu'on me donne et j'achète rarement. Je dis toujours: "Je n'ai pas de sous, je n'achète pas". J'ai la chance d'avoir des amies qui me donnent des vêtements et pour aller travailler, ce n'est pas important, je ne dépense pas grand chose ". (P, L, 1.8.,l.116)

" Je vais au CPAS et ils ont un magasin de seconde main. Je trouve des choses que j'aime. Sinon, cette année-ci, je n'ai quasiment rien acheté parce que c'est trop cher ". (P, B, 1.4.,l.75)

" Je suis coquette mais je fais mes achats chez Oxfam. Dernièrement, j'ai eu un pantalon et un pantacourt pour 2 euros. Et cette jupe-ci m'a coûté 8 ou 9 euros, voilà une blouse à 5 euros sur laquelle j'ai fait une petite broderie moi-même ". (P, N, 2.2.,l.182)

" J'ai acheté une fois par correspondance mais j'ai été déçue. Je n'achèterai plus par correspondance ". (P, B, 1.4.,l.238)

" Un jour, j'ai acheté un vêtement sur catalogue mais ça n'allait pas et j'ai dû le renvoyer, alors j'ai perdu 10 euros. C'est 10 euros de jetés. C'est terminé, je ne commande plus ". (P, B, 1.1.,l.185)

" J'essaie de ne pas acheter sur un coup de tête. Je vais voir les vêtements, j'essaie d'en profiter, pour le plaisir de les voir. Et s'il y a quelque chose qui me reste dans la tête, j'y retourne deux jours après. C'est la preuve que je veux vraiment ce vêtement ". (P, B, 1.4.,l.79)

Etre raisonnable et accepter le regard d'autrui, même lorsque l'on se présente pour un emploi ou que l'on travaille

" Quand on se présente pour un emploi, c'est différent. On vous regarde de la tête aux pieds. Ça, je l'ai payé 10 euros, ça, je l'ai payé 5 euros ". (P, L, 3.2.,l.242)

" C'est important d'être bien habillée parce que le regard que les autres porteront sur moi, j'ai beaucoup de mal à le vivre, surtout quand on est dans le monde du travail et que l'on vit chichement. Le regard est parfois très méchant et on ne peut pas se cacher ". (P, L, 4.2., l. 142)

Confectionner au maximum le nécessaire

Le groupe *Les Détourn'elles* réunit des femmes concernées par la précarité. Il est né suite à ce constat de perte de pouvoir d'achat qui se marque notamment au niveau des vêtements. Ces femmes se réunissent chaque semaine pour coudre, inventer, réutiliser. Elles considèrent que le besoin de s'habiller peut aussi être un moment d'échange et de création.

" A un moment, je pouvais me payer des vêtements, puis après je n'allais plus qu'aux soldes

puis, après les secondes mains et puis, quand on ne peut plus se payer les secondes mains, c'est râlant ! Heureusement, j'ai reçu des vêtements et c'est comme ça que les Détourn'elles sont nées. On s'est dit : « Si on n'a plus rien, on peut créer quelque chose avec sa tête, avec ses mains ». (P, L, 4.2.,l.123)

" Je n'ai même plus envie d'acheter au magasin. Ça ne me tente plus. J'aime bien les vêtements, mais ça ne me tente plus d'acheter en magasin puisque je sais que j'ai d'autres solutions ". (P, L, 4.2.,l.132)

Se chausser au moindre coût et de manière durable

Lorsqu'elles évoquent l'usage de chaussures, les femmes signalent soit les recevoir, soit en acheter au moindre coût ou si ce n'est pas le cas, les user jusqu'à la corde.

" Pour les chaussures, je donne 20 euros, pas plus ". (P, N, 1.6.,l.210)

" Pour les souliers, c'est différent. Les derniers que j'ai achetés, ils ont coûté 45 euros. J'en ai déjà achetées chez un marchand de chaussures qui m'avaient coûté 100 euros mais après un an, elles étaient foutues parce que je les porte du matin au soir, d'un bout à l'autre de l'année".(P, L; 1.1.,l.192)

" Les chaussures, je les achète neuves, enfin, je viens de recevoir une paire de chaussures et elles me vont très bien. Autrement, j'achète très peu ". (P, L, 1.8.,l.122)

Se passer du coiffeur et de l'esthéticienne

Si deux femmes insistent sur l'importance de sauvegarder une bonne image de soi, l'une d'elles dit avoir été profondément perturbée lorsqu'elle a commencé à « grisonner » et qu'elle ne disposait pas de moyens suffisants pour s'offrir le coiffeur.

" Depuis que j'ai des cheveux gris, j'ai dur. Quand je me regardais dans la glace, j'avais un drôle de reflet de moi-même. Depuis ce moment, je vais tous les deux mois couper mes cheveux et les sécher chez une coiffeuse dans le village. Elle me demande 10 euros. Ça a été dur pour moi, mes cheveux gris, ça a été dur. C'est psychologique. J'ai entendu ma fille dire qu'elle avait payé 100 euros parce qu'elle a fait des mèches et une couleur. Vous vous rendez compte si vous retirez 100 euros de votre chômage pour des cheveux, c'est énorme! ". (P, N, 1.6.,l.237)

" J'ai découvert une coiffeuse pas cher. J'aime bien y aller régulièrement, elle propose un shampoing et une coupe pour 15 euros ". (P, B, 1.4.,l. 321)

" Avant, j'aimais bien aller chez l'esthéticienne, mais je ne peux plus me le permettre, alors mes filles me l'offrent une fois par an ". (P, L, 1.8.,l.160)

3.5.2. Anticiper des difficultés de santé : prévoir les frais et s'inquiéter des remboursements

De manière générale, les femmes nous disent prévoir entre 30 et 100 euros par mois pour frais de santé. Elles font état des difficultés de remboursement de la part des mutuelles et des CPAS. En tout état de cause, la santé est source d'inquiétude permanente.

" C'est le poste le plus important chez moi. Il faut compter 100 euros par mois ". (P, B, 1.2.,l.114)

" Il commence à être important, il doit tourner autour de 25 euros de médicaments par mois en plus des visites de médecins ". (P, L, 1.7.,l.209)

" Je compte à peu près 100 euros par mois pour nous deux. Le médecin vient une fois par mois et puis il y a les médicaments. Mais je dois dire que si on sait bien se soigner, mon mari et moi, c'est parce que nous sommes tiers-payant. On donne 2 euros 50 en clinique ". (P, N, 1.6.,l.130)

"J'ai quelques problèmes de santé en ce moment et je dois suivre un traitement. Par mois, je compte quand même entre 1200 et 1500 francs (de 30 à 37 euros) ". (P,L,1.8.,l.173)

"C'est un poste très important pour moi, le poste santé. Mon médecin ne veut pas pratiquer le tiers payant. Je lui ai demandé mais il n'est pas obligé d'accepter. Il m'a dit que si je n'avais pas d'argent, je pouvais payer la fois suivante mais il faut alors sortir d'un coup 40 euros, alors, ça ne m'avance pas. Si je ne payais que le tiers payant, je n'aurais que 2 euros 50 à donner mais j'y suis allée hier et j'ai payé 22 euros 50. Et puis, je ne sais pas aller de suite mettre le papier à la mutuelle parce que je ne sais pas me déplacer. C'est ma fille qui doit aller le poster. On attend 8 à 15 jours pour avoir le remboursement. Ce qui fait que je regarde à deux fois parce qu'il faut arriver au bout du mois." (P, L, 1.1.,l.58)

" Si tu tombes malade au début du mois, tu peux encore aller chez le médecin et acheter des médicaments mais si tu tombes malade à partir du quinze, tu ne peux pas payer ton médecin. La mutuelle te rembourse mais tu dois avancer l'argent et puis, tu dois avoir de quoi payer la pharmacie ". (P, L, 4.1.,l.65)

" Avant, les médicaments sur ordonnance étaient intégralement remboursés par le CPAS. Il paraît qu'il y a eu des abus et maintenant, ils ne paient que ce qui est remboursable. C'est ce qui n'est pas remboursable qu'il faudrait qu'ils paient! Il me faut 25 ou 30 euro pour certains médicaments et je ne prends pas les plus chers! Par contre, ils vont rembourser un médicament pour le coeur qui coûte 2 euros 50. Il y en a dont je me sers tout le temps et qui ne sont pas remboursables. Tous les ans, on me dit: "C'est la dernière année". Or, ma pension n'augmente pas mais la vie augmente ". (P, L, 1.1.,l.264)

" Avant, on m'envoyait la facture des visites à l'hôpital au domicile et j'effectuais le virement par après. Maintenant, il faut passer au guichet et avancer l'argent. Du coup, j'attends que la mutuelle me rembourse pour aller faire quelques courses ". (P, B, 1.2.,l.123)

" C'est dont j'ai le plus peur, c'est de tomber malade et de ne pas m'en sortir ". (P, L, 1.8., l.185)

" Je sais que je vais ramer pour arriver au bout du mois et je me dis que si j'ai encore une tuile de santé, je n'y arriverais pas ". (P, L, 1.1.,l.117)

Synthèse

Si le souci des apparences et plus particulièrement de l'image de soi est présent chez toutes les femmes rencontrées, il implique de rester raisonnable et de faire attention aux coûts. A cet effet, lorsqu'on s'habille, on ne sera pas trop regardant aux apparences et si possible, on confectionnera le nécessaire. Pour les chaussures, si on n'achète pas bon marché, le produit acheté sera usé jusqu'à la corde. Coiffeurs et esthéticiennes sont bannis ou réduits au minimum. Les dépenses de santé créent souci : on limite les frais et on s'inquiète du remboursement mais même dans ce cas, la santé est source d'angoisse quant à l'avenir.

3.6. Se cultiver et se détendre

Se passer de loisirs payants

Lorsque les femmes n'ont pas les moyens de s'acheter livres, CD, ou de se rendre au spectacle, elles font quasi toujours l'impasse sur les activités payantes.

" Je n'achète jamais un CD ni un DVD. J'ai un lecteur DVD mais c'est ma fille qui me l'a offert. Quand mes petites-filles viennent, je leur mets. Quel plaisir!" (P, L, 1.1.,l.79)

" Au niveau des loisirs, je me satisfais plus de la simplicité. Avec mes enfants, nous allions tout le temps dans les bois. Souvent, je fais le guide nature: on regarde les fossiles, les cristaux, les arbres ". (P, L, 1.7.,l.175)

" Avant, je faisais du sport, mais c'est devenu trop cher. Ce qu'on demande pour participer à des activités, ça devient excessif ". (P, B, 1.2.,l.57)

" Je fais de la peinture, de l'aquarelle, de la peinture à l'huile, en autodidacte. Je travaille aussi un peu la terre. J'ai demandé au chômage: « Pour avoir un petit plus, est-ce que je peux vendre? » Ils m'ont dit qu'on ne peut pas peindre pendant les heures de travail ". (P, L, 1.5.,l.153)

Renoncer aux sorties et aux vacances

Plusieurs femmes signalent qu'elles ne vont jamais ni au cinéma, ni au théâtre, ni non plus en voyage ou en excursion.

" Il peut y avoir n'importe quoi au centre culturel, je n'y vais jamais. J'aimerais bien mais ce n'est plus possible. J'y allais quand je travaillais en noir. Je me permettais un théâtre mais plus maintenant ". (P, L, 1.1.,l.197)

" Je ne sors pas. Le week-end, je nettoie la maison. Avant, je lisais pas mal, je faisais de grandes promenades, j'allais au cinéma, au théâtre, mais depuis que je travaille, je ne fais plus tout ça ". (P, L, 1.8.,l. 132)

" Les vacances, faut pas y penser! On peut rêver, on voyage à travers la télévision. Moi, je n'ai jamais été en vacances. On en a toujours rêvé et on disait: on ira en vacances l'année prochaine et on n'est jamais parti. Mais déjà quand c'est l'été, je me sens toujours en vacances ". (P, L, 1.5.,l.38)

" On ne va jamais à la mer. Moi, j'aimais bien aller boire mon café, prendre une crêpe et regarder les gens passer, mais c'est trop cher et si c'est pour y aller avec son thermos, je préfère ne pas y aller ". (P, N, 1.6.,l.48)

Se cultiver et rompre la solitude en regardant la télévision

Regarder la télévision semble rythmer la vie quotidienne. Elle est vecteur de connaissances, rupture de l'isolement et moment de rendez-vous virtuel.

" La télévision, j'aime beaucoup les documentaires que je regarde le samedi sur Arte ou TV5 monde, quand je nettoie. J'aime la télé parce que j'ai besoin d'entendre et de voir ". (P, L, 1.8.,l. 134)

" Quand j'allais mal, la télé, c'était une sorte de rendez-vous le soir. Je me disais: "Tiens, j'ai un rendez-vous après une journée".. Mais à présent, j'essaie plutôt de rendre service aux gens". (P, B, 1.4.,l.207)

" J'aime regarder la télévision mais uniquement le soir. En journée, je trouve ça inutile ". (P, L, 1.1.,l.150)

" Je dois dire que j'allume la télévision mais je ne m'assieds jamais. Je la regarde en mangeant mais quand il y a la vaisselle, je viens voir de temps en temps. Parfois, je regarde des documentaires et là, il m'arrive de m'asseoir ". (P, L, 1.8.,l.194)

" A la télévision, je regarde les séries, les documentaires mais pas le soir parce que nous allons nous coucher tôt ". (P, N, 1.8.,l.180)

Se cultiver en lisant

La majorité des femmes fréquentent une bibliothèque et y empruntent les livres souhaités. Lorsque ce n'est pas le cas, elles achètent des livres de seconde main ou suggèrent qu'on leur en offre.

" Je vais à la bibliothèque et je vais dans un club de lecture une fois par mois ". (P, B, 2.3.,l.275)

" Je vais à la bibliothèque mais je n'achète pas de livres, je ne pourrais pas me le permettre. J'échange les livres ".(P, L, 1.7., l. 180)

" Je vais à la bibliothèque le mercredi une fois tous les 15 jours et l'ambiance est très sympa". (P, B, 1.4.,l.191)

" Je vais à la bibliothèque depuis une dizaine d'années ". (P, N, 1.1.6.,l.184)

" Je n'ai pas le temps d'aller à la bibliothèque. J'achète des livres sur les brocantes ". (P, L, 1.5.,l.155)

" Je ne vais pas à la bibliothèque parce que j'aime bien les livres qui viennent de sortir. Mon fils lit énormément et il m'achète des livres. Parfois, à la radio j'entends une idée de livre et je demande à mon fils de commander un livre ". (P,N, 1.6.,l.203)

Participer à la vie associative: bénévolat et réseaux

Au moins la moitié des femmes rencontrées participent à la vie associative: les Détourn'elles et Libr'ensemble. Pour les autres, une majorité participent à des activités comme bénévoles ou comme membre actif d'un réseau qu'elles contribuent à entretenir.

" Je fais partie du SEL et nous faisons du troc. Nous sommes deux dans notre rue, alors on s'échange pas mal de choses ". (P, N, 1.3.,l.45)

" Quand je suis arrivée ici, pour me reconstruire, je voulais faire du bénévolat, aussi pour venir en aide aux autres. J'ai pris contact avec la Croix-Rouge qui m'a mise en contact avec une personne de l'ACRF ". (P, B, 1.4.,l.158)

" Je suis allée à un atelier d'écriture et j'ai adoré. Je suis allée dix fois pour écrire une nouvelle. On allait une fois tous les 15 jours ". (P, B, 1.2.,l.205)

" Je fais partie des 3 x 20 mais maintenant, elles ont 80 ans. On ne se sent pas vieux ". (P, N, 1.6.,l.186)

" J'avais reçu dans ma boîte aux lettres une invitation de l'ACRF qui avait organisé un repas et donc, je suis allée et j'ai contacté des personnes et c'est comme ça que c'est parti ". (P,L, 3.4.,l.103)

Synthèse

Pour la plupart des femmes, se cultiver ou continuer de se cultiver est une nécessité. Le rapport à la culture est considéré comme une détente. Elle est cependant une pratique dont le coût doit être réduit au minimum. Elle est une pratique qui rompt la solitude, rythme la vie quotidienne - télévision, fréquentation des bibliothèques, lectures à domicile. La vie associative apporte la satisfaction de se détendre tout en satisfaisant le besoin d'échanger, de partager les difficultés et de communiquer.

4. Conclusion générale

La présente étude s'est posée la question de la précarité et de la pauvreté en milieu rural. Elle l'a développée en multipliant les observations sur le quotidien de femmes de plus de 45 ans avec le souci d'identifier d'abord des processus de déstructuration de structures et d'infléchissement de trajectoires. En même temps, apparaissaient des formes de résistance auxquelles on s'arrêtera tout particulièrement dans cette conclusion.

Une multiplicité de dispositifs structure et organise la vie quotidienne. Ils évoluent en fonction des trajectoires sociales, spatiales et temporelles des personnes. Plusieurs dispositifs ont focalisé l'observation : le revenu, l'emploi et le logement, d'une part, un ensemble d'éléments de la quotidienneté, d'autre part, où l'on observe les effets en cascade de l'évolution structurelle de l'emploi et du logement.

4.1. Dispositifs et effets en cascade

Par dispositif, nous entendons tout élément matériel ou immatériel qui, d'une manière ou d'une autre, structure l'action, oriente et détermine les gestes, les conduites et les opinions. Ils sont à la fois éléments de structures et de trajectoires.

- Dispositifs et structures

La structure du dispositif revenu s'organise selon le cas autour du pôle salaire ou du pôle allocation. Mais le salaire est, dans notre observation, salaire minimum ou fonction d'un temps partiel. L'allocation, quant à elle, n'est jamais qu'acceptée faute de mieux et nécessite des démarches toujours considérées comme stigmatisantes. Par ailleurs, le logement s'organise entre le pôle propriété ou location. Disposer d'une propriété est dans notre observation rare et en acquérir une, exceptionnel. La propriété, quand on en dispose, est associée au fait d'être chacun chez soi, la copropriété n'étant jamais envisagée que comme permettant le partage des frais. La pratique de location est d'un poids déstructurant particulièrement fort pour le revenu et ce qui y est associé. Le logement social est, tant du point de vue de la propriété que de la location, de l'ordre de l'espérance subjective plutôt que de la condition objective. En effet, tout le monde sait que les files d'attente sont longues.

Mais ces dispositifs – revenu et logement – répercutent leurs effets sur l'organisation de la quotidienneté en la rendant le plus souvent instable et insécurisante. C'est le cas du chauffage pour lequel tout changement d'installation devient vite impensable dans la mesure où la configuration du logement ne le permet pas et où l'approvisionnement en combustible fait difficulté. L'alimentation semble par contre dans tous les cas plus maîtrisable parce qu'on se donne un budget à respecter quelle qu'en soit la manière de le faire. La structure du dispositif de mobilité oscille entre voiture personnelle et recours à des services de diverses formes : transports en commun, recours au voisin, recours au co-voiturage... La voiture personnelle a toujours, quand on en dispose, le statut d'objet qu'on ne remplacera pas sauf à en recevoir une.

Dans la population étudiée, les personnes les plus précarisées remplacent le téléphone fixe par le gsm. Par ailleurs, dans la mesure où l'on dispose toujours d'un téléphone fixe, l'ordinateur

et la connexion à internet sont rares. Le rapport à cette technique oscille entre usage superflu et moyen d'entretien des relations familiales.

Parmi les éléments sur lesquels se fonder pour construire l'image de soi, la population étudiée oscille entre intérêt pour la santé et le coût de celle-ci, avec une attention toute particulière portée sur la rapidité des remboursements.

Il en est de même pour ce qui est du rapport à la culture qui se structure autour de l'opposition entre dispositif payant et gratuit. La culture reste un dispositif important de la quotidienneté qui implique aussi participation à la vie d'une collectivité plus large notamment en étant bénévole dans des associations et en s'impliquant dans des réseaux où l'on souhaite construire en commun.

- Dispositifs et trajectoires

Alors que la précarité est aussi, comme nous l'avons noté, infléchissement de trajectoire, on observe dans la population étudiée que le plus souvent, l'obligation d'emprunter de nouveaux dispositifs est associée à différentes ruptures de trajectoires : le revenu diminue, le logement coûte plus que possible et les pratiques en matière de chauffage, d'alimentation, de déplacement, de communication, de soin de soi et de culture sont modifiées.

4.2. Formes de résistance et survie

Pour faire face à la déstructuration de dispositifs ou à des infléchissements de trajectoires, l'observation réalisée montre qu'on fait d'abord des efforts pour améliorer sa position sur le marché de l'emploi et son revenu. On suit, quand c'est possible, des formations et, si nécessaire, on travaille au noir. En ce qui concerne le logement, on cherche des arrangements avec la famille, qui permettront de réduire les coûts ou on prend volontairement sur soi de le faire. Au quotidien, le mode de résistance le plus courant est la réduction volontaire des coûts, soit en modifiant sa consommation d'énergie, soit en diversifiant son approvisionnement en biens de première nécessité. C'est volontairement qu'on est raisonnable en matière d'habillement, qu'on se chausse au moindre coût ou en usant au maximum les achats réalisés à cet effet.

En terme de mobilité, on se contraint à réduire ses déplacements, en comptant prioritairement sur soi-même ou sur un membre de la famille qui possède un véhicule. On se passe du coiffeur et de l'esthéticienne, on prévoit un minimum pour sa santé et on est attentif à la rapidité des remboursements mutuellistes. On ne renonce pas à se cultiver mais on évite ce qui coûte, on lit et on regarde la télévision pour connaître et rompre la solitude et on s'implique volontiers dans la vie associative.

Ces formes de résistance montrent que ces femmes s'éloignent des clichés habituels que sont la dépendance aux services d'aide, la dépendance à un besoin de consommer (technologies derniers cris, endettement, besoin de paraître), la difficulté à gérer un budget. Elles expriment, malgré leurs difficultés, le besoin impérieux de s'en sortir. Dans cette étude, le besoin d'autonomie traverse tous les témoignages et face à l'incertitude, l'insécurité et l'isolement, ces femmes revisitent leurs demandes, leurs exigences, leurs souhaits et leurs envies.

En terme de déstructuration des dispositifs, nous aurions pu nous intéresser aux changements de politique d'aide vis-à-vis des populations précarisées. Les témoignages nous ont donné quelques indices des transformations des politiques sociales mais ces dernières n'ont pas fait l'objet de l'analyse. Les moyens de résistance et la volonté de s'en sortir des femmes, mis en avant dans cette étude ne doivent en aucun cas conduire celles-ci à devenir "les oubliées du système".

Bibliographie

AGAMBEN Giorgio, *Qu'est-ce qu'un dispositif?*, Rivages Poche, 2007.

BOURDIEU Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Seuil, Points, Essais, Paris, 2000.

CASTEL Robert, *La montée des incertitudes. Travail, Protections, Statut de l'individu*, Seuil, La couleur des idées, 2009.

GEORIS Cécile, *La précarisation des femmes en milieu rural. Approche quantitative*, ACRF, série Milieu rural, 2009.

GEORIS Cécile et SERVAIS Emile, *Comprendre la précarisation des femmes en milieu rural, voir au-delà des ruptures individuelles la destruction sociale*, Les analyses de l'ACRF, septembre 2009.

Observatoire de la Santé et du Social Bruxelles-Capitale, *Pauvreté et vieillissement, Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté*, Commission communautaire commune, 2008.

Quelque 200 groupes de femmes présents aux quatre coins de nos campagnes wallonnes constituent l'Action Chrétienne Rurale des Femmes, mouvement d'éducation permanente reconnu par le Ministère de la Communauté Française.

L'ACRF est un mouvement ouvert à toutes les femmes vivant en milieu rural avec une attention particulière à celles qui prennent rarement la parole.

L'objet social de l'ACRF consiste à :

- promouvoir une qualité de vie pour les femmes
- favoriser le développement intégré de l'espace rural
- encourager la solidarité en milieu rural, en lien avec une référence chrétienne ouverte et dans le respect de pratiques démocratiques.



La série « Milieu rural » de l'ACRF permet d'approfondir certaines thématiques qui préoccupent les habitantes des villages wallons, soucieuses de la qualité de vie, de solidarité, de développement durable et de citoyenneté. Ces études se veulent des outils pour dynamiser la vie tout en préservant la cohésion du tissu social et la qualité de l'environnement physique.

Dans le cadre de la Marche Mondiale des Femmes et de l'Année Européenne de Lutte contre la Pauvreté qui se profilent à l'horizon 2010, l'ACRF a voulu en savoir plus sur les pauvretés vécues par les femmes en milieu rural.

Faisant suite à une première étude qui donne une approche quantitative, cette deuxième étude, « Résister et adapter ses pratiques à la condition précaire », consiste à aller au-delà des statistiques et à mettre à jour, au moins partiellement, la complexité des situations de précarité de femmes de plus de 45 ans vivant dans le milieu rural, en donnant la parole à une vingtaine d'entre elles, disposant d'un revenu "faible" voire "très faible".

Sans les situer sur une échelle de pauvreté ou de précarité, on se posera la question de savoir comment elles s'adaptent aux nouvelles contraintes, plus précisément, comment elles résistent à la déconstruction des dispositifs sur lesquels elles se reposaient antérieurement pour en construire de nouveaux.